



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le mardi 4 mai 2021 — Vol. 45 N° 90

Étude des crédits du ministère de la Sécurité publique (1) :
volet Capitale-Nationale

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

2021

Commission de l'aménagement du territoire

Le mardi 4 mai 2021 — Vol. 45 N° 90

Table des matières

Capitale-Nationale	
Discussion générale	1
Adoption des crédits	38
Documents déposés	38

Intervenants

Mme Joëlle Boutin, vice-présidente

Mme Geneviève Guilbault

Mme Marwah Rizqy

M. Sylvain Lévesque

M. Sol Zanetti

M. Pascal Bérubé

* M. Youri Rousseau, Secrétariat à la Capitale-Nationale

* Témoin interrogé par les membres de la commission

Le mardi 4 mai 2021 — Vol. 45 N° 90

Étude des crédits du ministère de la Sécurité publique (1) : volet Capitale-Nationale

(Quinze heures quarante-cinq minutes)

La Présidente (Mme Boutin) : Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude du volet Capitale-Nationale des crédits budgétaires du portefeuille Sécurité publique pour l'exercice financier 2021-2022. Une enveloppe de 2 h 30 min a été allouée pour l'étude des crédits.

Alors, M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

Le Secrétaire : Oui, Mme la Présidente. M. Lévesque (Chauveau) remplace M. Bussière (Gatineau); M. Lemieux (Saint-Jean) remplace M. Girard (Lac-Saint-Jean); M. Lefebvre (Arthabaska) remplace M. Provençal (Beauce-Nord); Mme Rizqy (Saint-Laurent) remplace M. Kelley (Jacques-Cartier); et M. Zanetti (Jean-Lesage) remplace M. Fontecilla (Laurier-Dorion).

Capitale-Nationale

Discussion générale

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup. Alors, nous allons procéder aux échanges entre les groupes d'opposition et la ministre par blocs d'environ 20 minutes pour permettre à chaque groupe découler graduellement son temps de parole. On va y aller par alternance. Le temps d'échange inclut les questions et les réponses. La mise aux voix de ces crédits sera effectuée à la fin du temps qui leur est alloué en début de soirée, vers 18 h 15. On va y aller par alternance et puis il n'y a pas vraiment de remarques préliminaires, quoique vous pouvez quand même vous exprimer un peu au départ.

Alors, je suis maintenant prête à reconnaître une première intervention de l'opposition officielle pour un premier bloc d'échange. Mme la députée de Saint-Laurent, la parole est à vous, et vous disposez de 20 minutes.

Mme Rizqy : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Juste une question de gestion de masque : Est-ce qu'on le retire durant le bloc au complet ou est-ce qu'à chaque intervention on le remet?

La Présidente (Mme Boutin) : Oui, oui. Non, retirez-le pendant le bloc au complet, là, je pense que ça va être bien.

Mme Rizqy : D'accord. Bien, dans un premier temps, permettez-moi de vous féliciter, c'est la première fois que je siége avec alors que vous êtes présidente, alors bravo pour vos nouvelles fonctions.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci.

Mme Rizqy : Puis, bonjour à tout le monde. Bonjour, Mme la ministre. Bonjour à mes collègues, le député de Chauveau, le député de Jean-Lesage et, évidemment, le troisième groupe d'opposition. Ainsi que les gens qui vous accompagnent pour la Capitale-Nationale, bonjour à vous tous.

Mme la vice-première ministre, j'ai une question pour vous : Hormis la pandémie, donc, quel autre enjeu principal, pour vous, ces temps-ci, pour la Capitale-Nationale?

Mme Guilbault : Une belle question, puis je sais...

(Interruption) Oups! Puis je sais... Bien là, moi, est-ce que je fais des remarques préliminaires?

Mme Rizqy : Moi, j'ai sauté les remarques préliminaires.

La Présidente (Mme Boutin) : Non, non, allez-y par blocs d'échange, directement, puis vous n'êtes pas obligés de remettre votre masque, là, après, chaque fois.

Mme Guilbault : Bon, parfait. Je le sais, qu'est-ce que la députée de Saint-Laurent veut que je réponde, ça fait que, là, je me demande si je répons ou si je prends un petit détour. Mais je lui dirais que, l'autre enjeu, puis je dirais avec ou sans pandémie, c'est le développement économique, la création de richesse et la prospérité de notre Capitale-Nationale, ce qui passe, bien sûr, par la formation, la qualification, la requalification de suffisamment de main-d'oeuvre pour occuper, notamment, tous les emplois à valeur ajoutée qu'on est en train de créer au Québec et dans notre Capitale-Nationale.

Mme Rizqy : Merci. Aïe! Ça paraît, là, qu'on se parle puis qu'on lit dans nos pensées ces temps-ci. Pour les emplois à valeur ajoutée, c'est lesquels?

Mme Guilbault : Bien, les emplois à valeur ajoutée, il y en a plusieurs. On est en train de travailler. On a fait d'ailleurs, dernièrement, des annonces. Je me souviens d'une annonce, je n'ai pas le nom de l'école sous la... mais je me souviens d'une annonce avec M. Labeaume, où on a annoncé une école dans le quartier Saint-Roch, où on va former des gens, spécifiquement, dans les technologies de l'information, parce que, les emplois en technologies de l'information, comme le sait la députée de Saint-Laurent, il y en a déjà d'ailleurs plusieurs qui... C'est l'école 42, pardon, c'est ça, on me souffle ça à l'oreille. Et donc, c'est ça, parce que, les emplois en technologies de l'information, il y en a déjà plusieurs de disponibles, c'est déjà de bons emplois. Quand on parle à quelqu'un, par exemple, chez Coveo, quand on parle à Louis Roy chez Optel, etc., il y a déjà plusieurs postes vacants, ça, c'est, entre autres, des bons emplois, mais il y en a plusieurs autres aussi.

Mme Rizqy : Puis, si je me mets dans la peau d'un restaurateur, puis de l'hôtellerie, c'est quoi, là-dedans, qu'il y a pour moi, à l'école 42?

Mme Guilbault : Bien, c'est parce que, là, il ne faut pas mélanger les affaires. C'est comme de dire : Ça me sert à quoi, moi, comme gestionnaire hospitalier, d'avoir une école de tourisme et d'hôtellerie, tu sais, ça n'a pas rapport, là. Chacun a son lieu de formation pour le futur emploi qu'il compte occuper. Ce n'est pas parce que tu as des gens formés en TI que tu n'as personne formé en hôtellerie, que tu n'as personne formé en éducation, etc.

Mme Rizqy : Mais par contre, en ce moment, à Québec, vous ne sentez pas l'urgence, là, pour aider des restaurateurs puis le secteur hôtellerie? Parce qu'en ce moment il y a vraiment un grave problème de pénurie de main-d'oeuvre pour eux, alors, c'est sûr qu'eux, école 42, ils vont trouver ça supersympathique, mais, à court terme, comment ça pourrait les aider?, pas vraiment, on le sait : Alors, est-ce qu'il y a autre chose pour les aider?

• (15 h 50) •

Mme Guilbault : Bien, comme je disais, il ne faut pas mélanger les choses, là. Si on parle de l'hôtellerie, on a annoncé un plan de 810 millions... 818 millions de dollars pour aider le secteur de l'hôtellerie, pas seulement pour la formation puis pour l'embauche de main-d'oeuvre, mais également pour les soutenir, parce que, s'il y a un des secteurs qui a pâti de cette pandémie-là puis qui a vu son taux d'achalandage diminuer, ce sont bien nos hôtels, donc énormément de mesures, entre autres, pour renforcer les actifs stratégiques en hôtellerie, pour pouvoir faire du développement dans notre parc hôtelier, quand le tourisme va reprendre, etc.

Et ma collègue ministre du Tourisme a récemment mis en place, avec notre collègue de l'Emploi et de l'Économie... ou seulement de l'Emploi, là, enfin, ces trois-là travaillent beaucoup ensemble, on le devine, une table sectorielle pour, justement, aider le secteur à faire face à cette pénurie de main-d'oeuvre.

Il faut comprendre aussi, Mme la Présidente, que, je veux dire, la pandémie n'a pas été amenée par la CAQ. Il y a eu, effectivement, des pertes d'emplois sectorielles plus marquées, entre autres, en hôtellerie, entre autres, en restauration, à cause de la pandémie, et ces gens-là peuvent avoir choisi de se requalifier et d'aller faire autre chose, ce qui amène une problématique, quand l'hôtellerie va reprendre, mais on est en soutien au secteur.

Mme Rizqy : Je tiens à préciser, il n'y a personne ici qui oserait dire que la CAQ a amené la pandémie, là, ça, jamais, évidemment, on en est bien tous conscients.

Par contre, au niveau de la pénurie de main-d'oeuvre, dans le secteur hôtellerie, c'est bien beau d'avoir une table de concertation, mais, à très court terme... Parce que, rappelons-nous juste l'été dernier, malgré la pandémie ici, à Québec, là, pour vrai, les hôtels étaient pleins mais ils n'arrivaient pas à avoir du monde pour servir, et, les restaurants, même chose. Puis on est contents, on veut cette vivacité, on veut cette vitalité économique, mais, en ce moment, ce que les gens disent... Et, quand qu'ils ont entendu, hier, le premier ministre dire que : Tu sais, oui, on veut attirer du monde, mais, tu sais, on veut avoir des emplois à 56 000 \$, dans le secteur de l'hôtellerie, je suis convaincue, Mme la vice-première ministre, que vous savez que ce n'est pas nécessairement des salaires à 56 000 \$.

Alors, pour les gens de l'hôtellerie... et des restaurateurs, avez-vous une solution très court terme? Parce que, moi, je fais le pari suivant, que, dès qu'on va pouvoir rouvrir, les Québécois vont prendre d'assaut encore notre Capitale-Nationale, comme l'été dernier.

Mme Guilbault : Et j'espère que ce sera le cas. Je me souviens que, dans Charlevoix, ça a été corsé par moments de recevoir tant de monde avec si peu de commodités, dans certains coins de Charlevoix-Est, mais on l'a fait puis on était heureux d'accueillir tout ce monde-là. Ça a été la même chose en Gaspésie. Puis je vous dirais même que, pandémie ou non, avant la pandémie, il y a à peu près deux, trois ans, je me souviens d'avoir entendu le maire Labeaume parler de surtourisme à Québec, carrément, tellement il y a du monde. Mais ça, ce sont des beaux problèmes. Venez-vous-en à Québec, nous autres, on va vous accueillir, on va faire ce qu'il faut, on va être là, on vous logera chez nous, s'il le faut, quand on aura le droit, mais, chez nous, dans Louis-Hébert, en tout cas, on a de la place en masse.

Mme Rizqy : Est-ce que l'invitation est lancée, Mme la vice-première ministre?

Mme Guilbault : Non, bien là, tu sais, en tout cas, il faut voir aussi la place qui est... que j'ai chez moi, là, mais, tu sais, je voulais dire dans Louis-Hébert. Dans Louis-Hébert, on a beaucoup de places, chez nous, dans Louis-Hébert.

À Saint-Aug, c'est zoné 84 % agricole, ça fait qu'on a énormément d'espace disponible. Mais, tout ça pour dire que, oui, c'est ça.

Mais, tu sais, je veux dire, une pénurie de main-d'oeuvre, dans ces secteurs-là, il y en a toujours eu une. Puis là, bien, je ne voulais pas tomber trop tôt dans des échanges qui pourraient devenir peut-être un peu moins amicaux, mais, la pénurie de main-d'oeuvre, la pénurie de main-d'oeuvre était anticipée par les démographes puis par toutes sortes de monde un peu conscients de ce qui se passe dans la vie, il y a 10, 15, 20 ans, dans les années 2000, puis la députée le sait très bien.

Or, le Parti libéral, qui a été là 15 ans, n'a rien fait non plus pour la main-d'oeuvre. Vous avez déposé une stratégie in extremis avant la dernière élection, au mois de mai, je pense, ou, en tout cas, trois... quelques mois avant l'élection, qui n'a jamais été mise en oeuvre, puis là, bien, aujourd'hui, vous dites : Comment ça, qu'il y a une pénurie de main-d'oeuvre qui s'aggrave? Bien, coudon, comme disait ma collègue du Tourisme tantôt, avant qu'il manque 20 000 employés...

Mme Rizqy : Vous avez beaucoup répondu. Vous me permettez peut-être de répondre tout de suite avant de parler de votre collègue la ministre du Tourisme?

La Présidente (Mme Boutin) : ...Mme la députée.

Mme Rizqy : Je vous trouve... Il y a toujours de l'ambiance ici. Bon, je sais que c'est plus que tentant, pour vous, c'est même irrésistible, de toujours tomber dans cet échange partisan, mais, moi, je vous aime bien quand même, alors je veux qu'on parle de ça de façon sérieuse parce que c'est un enjeu criant.

Et, pour vous répondre, vous dites que ça a été déposé in extremis, ça n'a pas été mis en oeuvre, bien oui, on a perdu les élections. Puis, aujourd'hui, c'est vous, la vice-première ministre, puis je vous ai même félicitée, parce que, moi, je suis contente, en plus, une femme, une femme forte, j'aime ça, je suis vraiment fière. Mais, une fois que j'ai dit ça, au mois d'août 2018, il y a une personne qui a ignoré puis qui a dit qu'il n'y avait pas de pénurie de main-d'oeuvre puis ce n'est pas le Parti libéral du Québec, c'était François Legault, premier ministre... bien, qui aspirait à devenir premier ministre du Québec. Et, depuis, il l'a nié pendant longtemps en Chambre.

Alors, moi, aujourd'hui, une fois qu'on a dit ça, puis je n'irai pas avec la ministre du Tourisme, c'est à vous aujourd'hui que je m'adresse, au mois de mai, là, au, on est le 4 mai — puis on souhaite, pour vrai, là, que les Québécois vont revenir à la Capitale-Nationale — ça nous prend une solution très court terme pour être capables de rouvrir, que nos restaurants soient capables d'opérer à pleine capacité puis nos hôtels aussi, et c'est là qu'aujourd'hui ils se tournent vers nous.

Puis il y a des chiffres qui existent, là — c'est sorti au mois de janvier dernier à Radio-Canada — puis je sais que vous les avez déjà, mais, pour ceux qui nous écoutent, là, parce que je sais qu'ils sont nombreux : recrutement du personnel, en général, 65 %, c'est une préoccupation ici, et, ça, c'est Steeve Lavoie, le président et chef de direction de la Chambre de commerce de Québec.

Alors, une fois qu'on a dit ça, là, de façon très court terme, vous, là, à titre de ministre responsable de la Capitale-Nationale, avez-vous une solution court terme?

Mme Guilbault : Oui. Bien, Mme la Présidente, on n'est pas, comment je pourrais dire... une solution court terme, on est déjà en mode solution depuis deux ans et demi, tu sais. On ne s'est pas réveillés, nous autres, la semaine passée, là, dire : Aïe! Coudon, on dirait qu'il manque de travailleurs à quelques places, il faudrait penser à une solution.

Quand on est arrivés, mon collègue ministre du Travail a mis en place une série d'actions, parce que, justement, confrontés à l'inertie du précédent gouvernement, des précédents gouvernements libéraux. Parce que, la pénurie de main-d'oeuvre, je le répète, là, on ne peut pas, tu sais, faire semblant, pendant 15 ans, que ce n'est pas grave, dire : Bon, bien, on va faire quelque chose, on fait des conférences de presse, on ne sait pas trop, on va faire un sommet, peut-être un comité, des réflexions, puis, finalement, ne rien faire, puis là, être aujourd'hui puis dire : Comment ça, qu'il ne se passe pas quelque chose aujourd'hui même, comme si, là, on pouvait appuyer sur un bouton puis former des milliers de personnes du jour au lendemain. Mais, quand on est arrivés, on a bien vu que c'était un des principaux freins sinon le principal frein de la majorité de nos PME puis de nos entrepreneurs au Québec, devoir, des fois, refuser des contrats, puis tout ça. J'ai un parc industriel chez nous, dans Louis-Hébert, je fais le tour de ce parc-là, je l'ai fait deux, trois fois depuis que je suis élue, puis c'est toujours le même discours, pour la plupart.

Ça fait que, donc, on a mis en place énormément de choses. Mon collègue, grâce à ses mesures d'intégration en emploi, a formé 138 000... intégré 138 000 personnes en emploi, qui, autrement, ne travaillaient pas, en deux ans. Vous n'avez jamais atteint de chiffre-là.

Mme Rizqy : ...spécifique, hôtellerie, restauration de Québec?

Mme Guilbault : Donc, le programme...

Mme Rizqy : C'est... Ah! là, vous avez peut-être la réponse, quelqu'un a peut-être soufflé la réponse, là. Restauration, hôtellerie, là, il ne faut pas s'égarer, là, de façon très précise, c'est eux, en ce moment, qui vous interpellent.

Mme Guilbault : Oui, oui. Mais, c'est parce que, quand on dit qu'on intègre 138 000 personnes, je veux dire, ils peuvent être en tourisme, ils peuvent être dans n'importe quoi. Jamais les groupes sous-représentés en emploi

n'ont été aussi actifs sur le marché de l'emploi que depuis qu'on est là, les jeunes, les femmes, etc., il y a énormément de choses qui se font.

Mme Rizqy : Non, mais là, vous êtes dans les généralités.

Mme Guilbault : Il y a de la requalification des chômeurs pandémiques, il y a une campagne, Monjobentourisme...

Des voix : ...

Mme Guilbault : monemploientourisme.com, 500 000 \$, qu'on a mis là-dedans, pour que les gens puissent aller appliquer pour des jobs en tourisme, précisément.

Mme Rizqy : Puis, ça, ça a donné quoi?

Mme Guilbault : Mais, que ce soit le tourisme ou un autre domaine, c'est le même principe.

Mme Rizqy : Bien, parfait, allons-y : Le 500 000 \$, qui a été investi là-dedans, c'est quoi, les résultats pour le mois de mai, là, pour commencer l'été? Est-ce que, ça, ça va être capable... Avec ça, est-ce qu'on est capables, là, de dire aux restaurateurs... puis les gens de Québec, là, dans le secteur du tourisme, hôtellerie, restauration... eux, là, est-ce que, ça, ça leur permet d'avoir assez de monde pour pouvoir, là, rouvrir à pleine capacité cet été? Est-ce que, ça, ça règle le problème? Avez-vous des chiffres?

Mme Guilbault : Ah! bien là, je n'ai pas le chiffre, on peut le vérifier, là, on peut aller voir sur le site Web. Mais...

Mme Rizqy : Bon, parfait. Alors, peut-être qu'ils peuvent vérifier. Parce que, là, hier, pas plus tard qu'hier, là, les gens disaient la chose suivante à votre gouvernement, ils disaient qu'ils trouvaient déconnectée la réponse du premier ministre, en parlant des emplois de plus de 56 000 \$, parce que, dans la restauration, ce n'est pas ça du tout, là. Donc, ils ont besoin, oui, d'une main-d'oeuvre qui n'est peut-être pas en technologies de l'information, mais qui est tout aussi importante, tout à fait importante. Parce qu'on a beaucoup de tourisme à Québec, vous l'avez dit, et c'est extraordinaire, les gens qui veulent venir ici, mais, en ce moment, les gens qui vous parlent... Hier, on pouvait voir au *Téléjournal*, autant à Radio-Canada qu'à TVA Québec, la chose suivante, les restaurateurs et le secteur hôtellerie disaient : On vous trouve déconnectés, vous ne répondez pas à l'urgence de cet été.

Alors là, concrètement, puis je sais que vous pouvez partir de façon très vite en me disant : 138 000, moi, je veux savoir : Hôtellerie, restaurateurs, c'est quoi, le plan de match dès maintenant pour agir?

Mme Guilbault : Le Monemploientourisme a été annoncé le 13 avril, donc on va voir son effet à moyen terme. Mais savez-vous, la dernière fois qu'on a eu ce genre de problème là, d'une pénurie très, très marquée dans un secteur, on l'a eue en éducation, parce qu'on a ramassé vos déboires, et qu'est-ce qu'on a fait? On a fait appel...

Mme Rizqy : ...parce que, je vais vous parler de votre ministre, qui ment.

La Présidente (Mme Boutin) : Mme la députée, s'il vous plaît, laissez Mme la ministre répondre, là.

Une voix : ...Mme la Présidente...

La Présidente (Mme Boutin) : Non, c'est correct, je viens de les avertir. J'aimerais ça qu'on soit capables, sinon vous allez vous adresser seulement à moi, mais, d'avoir questions, réponses de manière cordiale, puis que chacun ait le temps de répondre, simplement. Oui, M. le député de Chauveau.

M. Lévesque (Chauveau) : Oui. Simplement un rappel, parce que c'était tellement bien parti, Mme la Présidente. Moi, je fais appel au décorum de la collègue Saint-Laurent, s'il vous plaît, de permettre à la ministre... Parce que, ce que je vois, présentement, depuis le début de nos échanges, c'est qu'elle pose une question dans l'ordre, c'est bien posé, il y a une réponse qui se donne, mais, au moment où la ministre est en train de donner sa réponse, on coupe, constamment. Moi, je souhaiterais simplement qu'on permette ce décorum-là, c'était très, très bien parti, et je connais la collègue, elle est capable d'agir en ce décorum-là. Alors, je vous demanderais, Mme la Présidente, s'il vous plaît. Merci.

La Présidente (Mme Boutin) : Oui, oui, M. le député, c'est bien ce que je disais, d'ailleurs. Puis, on trouve ça très passionnant, la discussion par ailleurs. Oui, Mme la députée.

Mme Rizqy : ...nous sommes deux femmes passionnées. Par contre, j'aimerais aussi que, lorsqu'on pose une question précise, obtenir des réponses précises. Et, si on... le temps, généralement, veut que, si je pose une question en 10 secondes, bien, que la réponse ne prenne pas 2 min 30 s.

• (16 heures) •

La Présidente (Mme Boutin) : Ah! parfait. C'est tout... Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je suis tout à fait d'accord avec vous, puis en général c'est ça, mais moi, je ne peux pas apprécier la qualité de la réponse. Alors, ce que vous pouvez faire, c'est reposer la question. Je vous inviterais à poursuivre, Mme la députée. Il vous reste sept minutes.

Mme Rizqy : Bien, à ce moment-là, je pense que c'était la vice-première ministre qui voulait aller dangereusement sur le secteur de l'éducation, et je lui rappelais qu'il faut faire très attention, parce que nous avons un ministre qui a beaucoup de problèmes avec la vérité. Alors, attention, si vous voulez aller là, ça va me faire plaisir, mais on risque de parler longtemps, à ce moment-là, d'éducation, et j'ai mon carton qui est prêt avec la liste des errances.

Mme Guilbault : Bon, je vais m'abstenir de commenter là-dessus en disant que mon collègue de l'Éducation a toute ma solidarité, et que, bien que j'apprécie la députée de Saint-Laurent, je la trouve des fois un peu... je trouve des fois sa façon de faire un peu douteuse, mais, qu'à cela ne tienne...

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames...

Mme Guilbault : ...je vais répondre.

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, j'aimerais ça, tu sais... Je viens de vous avertir, puis en 30 secondes, déjà, on prête des intentions mutuellement. Je vous rappellerais de juste poursuivre pour l'étude des crédits sur la Capitale-Nationale, s'il vous plaît.

Mme Guilbault : ...alors, regardez ça, Mme la Présidente. Sur la pénurie de main-d'oeuvre, on est arrivés... il manquait des milliers de préposés aux bénéficiaires. Qu'est-ce qu'on a fait? On en a formé presque 10 000 en trois mois, chose qu'ils n'auraient jamais été capables de faire... par un gouvernement libéral. On l'a fait. Il manquait de monde en éducation, on a créé Je contribue pour aller chercher du monde.

Là, on fait la même chose en tourisme... j'arrive au tourisme. Et, si la députée de Saint-Laurent veut savoir là, il y a combien de monde qui sont allés sur le site web ou combien de visites de la page du site web, bien, je l'avertis que je n'ai pas la donnée, puis elle sait très bien que je n'aurai pas la donnée.

Par contre, ce que j'ai, Mme la Présidente, c'est un très beau tableau. Ça, là, c'est les crédits au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. On voit bien le rouge et le bleu. Je pense que ça dit quelque chose à tout le monde les deux couleurs; les bleus, c'est la CAQ. Donc, ça, c'est les crédits au ministère de l'Emploi, ça fait que c'est là qu'on voit tout le sérieux que les libéraux accordaient au ministère du Travail, qui, lui, aurait dû être responsable à l'époque d'anticiper et de juguler la pénurie de main-d'oeuvre qu'on est en train de subir aujourd'hui.

Mais les faits parlent, Mme la Présidente. On a augmenté les crédits du ministère. On est en action. On qualifie, on requalifie. On envoie des gens travailler, qui étaient des groupes sous-représentés. Donc, Mme la Présidente, je veux dire...

Mme Rizqy : Alors...

Mme Guilbault : ...on... en parler pendant toute la soirée, mais, tu sais, tout ce qu'on peut faire, c'est agir sur le présent et le futur. On ne peut malheureusement pas changer le passé libéral.

La Présidente (Mme Boutin) : Allez-y, Mme la députée de Saint-Laurent.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. C'était une longue réponse. Merci aussi pour la présentation de votre tableau. Vous pouvez le déposer si ça vous fait plaisir. Et aussi, dans votre requalification, ça vise qui pour le secteur de l'hôtellerie puis de la restauration?

Mme Guilbault : Je ne comprends pas la question.

Mme Rizqy : Vous avez dit dans votre réponse, qui était très précise, qui portait sur l'hôtellerie, la restauration : On a même aidé pour la requalification. En quoi ça aide?

Mme Guilbault : Bien, oui.

Mme Rizqy : Alors, ça visait qui, la requalification? Qui vous avez trouvé, puis ça a donné combien d'emplois, qui a pu être... grâce à la requalification?

Mme Guilbault : Ah! bien là, je veux dire, le nombre de gens requalifiés, là, il faudrait voir le sous-groupe de l'hôtellerie. Mais le principe de la requalification est quand même assez simple, quelqu'un quitte un emploi dans un certain secteur et peut se requalifier pour faire quelque chose de nouveau dans la vie. Il peut très bien choisir d'aller en tourisme ou en hôtellerie, je ne vois pas trop le rapport.

Mme Rizqy : Bien, justement...

Mme Guilbault : Et puis d'ailleurs j'en profite pour pluguer le PARAF.

Mme Rizqy : Non, non, mais arrêtez de pluguer des affaires. Ce n'est pas ça, l'objectif, là. Ce n'est pas une infopub CAQ, là.

Mme Guilbault : Bien, c'est parce que c'est tout lié.

Mme Rizqy : Non, non, mais c'est que le problème... c'est que vous venez de dire : Je ne vois pas le rapport. Bien, je vous pose une question, puis vous me parlez de trucs que vous-même, de votre propre aveu... qui n'a pas rapport. Vous dites : Bien là, j'ai parlé de requalification, mais, finalement, il n'y a pas de rapport. Bien, tenez-vous-en aux questions, à ce moment-là, ça vous empêche aussi de vous hasarder.

Mme Guilbault : Bien, oui, mais je vous explique que tu peux te requalifier en hôtellerie de la même façon que tu peux le faire dans n'importe quel domaine.

Mme Rizqy : Mais vous dites aussi du même souffle qu'il n'y a pas de rapport.

Mme Guilbault : Il ne faut pas faire semblant de ne pas comprendre les choses simples non plus.

La Présidente (Mme Boutin) : Bon, mesdames, je vous demanderais de... Mesdames...

Mme Rizqy : Ah! là, vous devriez peut-être faire attention...

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, excusez-moi. Je vous demanderais de vous adresser à la présidence, ça va peut-être faciliter un peu les échanges. Il vous reste 3 min 20 s.

Mme Rizqy : ...peut-être que...

La Présidente (Mme Boutin) : Puis c'est valable pour les deux, hein, je ne chicane personne en particulier.

Mme Rizqy : Bien, moi, il me semble que je ne fais pas de sous-entendus, là, je pose des questions très précises. On a le droit de ne pas aimer les questions, mais ici, c'est un exercice qui est quand même sérieux, c'est la reddition de comptes. Puis mes questions vont sur quand même un enjeu qui est soulevé par la population des gens de Québec, les gens d'affaires de Québec puis les gens aussi qui aiment la Capitale-Nationale, qui veulent aussi venir ici puis qu'ils ont intérêt à ce que nos commerçants puissent ouvrir et pas de voir des commerces fermer.

Moi, je me rappelle, puis je sais que vous autres aussi, vous vous en rappelez, on avait avant, sur la Grande Allée, un Starbucks, avant la pandémie. C'est arrivé des fois qu'on arrivait là, c'était fermé, pas parce qu'il manquait de café, il n'y avait personne pour servir, même chose au McDonald, même chose au Tim Hortons. On en a vu plein. Ça, c'était avant la pandémie.

Alors, on peut-être trouvé ça drôle, on peut peut-être refaire des attaques partisans, mais aujourd'hui la réponse ou les différentes réponses, bien, moi, ça ne me donne pas grand-chose pour retourner voir les gens puis dire : O.K., regardez, on a un plan de match.

Alors, si c'est un sous-groupe, j'espère que pour le prochain bloc... Je vois que la vice-première ministre est quand même bien accompagnée de gens qui peuvent faire des recherches, parce que je crois sincèrement que les gens de Québec, les gens d'affaires aimeraient avoir des réponses court terme, parce que la saison, elle est déjà commencée. On le voit, là, les gens vont revenir à Québec dès que ça rouvre.

Alors là, je vois qu'il y a un papier qui a été passé, alors je vais donner quelques instants, peut-être que la vice-première ministre a une réponse.

Mme Guilbault : À quelle question?

Mme Rizqy : Le plan de match court terme, parce que là, les restaurants...

Mme Guilbault : Bien oui, mais je réponds depuis tantôt. O.K., regardez bien, je vous fais une synthèse très claire, O.K.? Pendant 15 ans... Regardez ça ici, votre précédent premier ministre qui disait : Ah! on va manquer de monde pour occuper les emplois. Et ça a donné quoi? On le dit très clairement dans l'article, là : «Aucune mesure concrète n'a cependant été annoncée au terme...» Vous n'avez rien fait pendant 15 ans. On ne peut pas penser qu'aujourd'hui, là, on peut appuyer sur un bouton par magie puis former du monde. Tout ce qu'on fait depuis deux ans, ça fait en sorte de mettre des centaines de milliers de plus de travailleurs sur le marché du travail, ça fait en sorte de requalifier des gens qui ont perdu ou quitté un emploi durant la pandémie, ça fait en sorte de créer des emplois à valeur ajoutée puis d'inciter les gens à aller les occuper, ça fait... puis pas juste dans... Je veux dire, pas juste les emplois à valeur ajoutée, mais, entre autres, les emplois à valeur ajoutée, ça fait en sorte de mettre en place des comités, des exercices de travail pour, en collaboration avec les entrepreneurs concernés, trouver une façon d'améliorer la disponibilité de la main-d'oeuvre dans tous les secteurs qui sont touchés par ce problème-là.

Mme la Présidente, je veux dire, la députée de Saint-Laurent sait très bien comment ça fonctionne.

Mme Rizqy : Moi, oui, mais vous de...

Mme Guilbault : Tu ne peux pas arriver après 15 ans puis dire : Bien, comment ça que vous ne réglez pas en deux ans les problèmes qu'on a cultivés pendant 20 ans? Voyons donc, Mme la Présidente, c'est de la folie, là.

La Présidente (Mme Boutin) : Il vous reste 30 secondes, Mme la députée de Saint-Laurent.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. J'invite aussi la vice-première ministre à peut-être faire un petit de preuve de retenue dans le choix de ses mots. «De la folie», je pense qu'on peut peut-être se calmer un peu, respirer. Vous allez avoir un prochain bloc avec d'autres collègues, ça va peut-être vous donner le temps de trouver des réponses précises aux questions, parce qu'habituellement, quand on vient aux crédits, on se prépare pour cela. Et mes questions visaient un enjeu qui a été soulevé depuis avril 2020 : pénurie de main-d'oeuvre dans un secteur très important à Québec, pour toute la Capitale-Nationale, restauration, hôtellerie, puis vous n'avez à date aucune réponse.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup, Mme la députée. Nous procédons maintenant à un autre bloc d'échange avec le député de Jean-Lesage, qui.... Vous avez 12 min 20 s.

M. Zanetti : Merci, Mme la Présidente. Merci, Mme la ministre, de répondre à nos questions. Alors, un autre sujet, la question de la desserte des banlieues. La question de transport m'intéresse beaucoup dans la Capitale-Nationale. On a vu des informations qui ont été transmises dans les médias à l'effet d'un projet, essentiellement, qui devait être du transport en commun, mais finalement on voit que c'est un projet d'élargissement d'autoroutes dans la Capitale-Nationale. On élargit des autoroutes pour 844 millions. Est-ce qu'élargir les autoroutes, comme c'est prévu de le faire, selon vous, est-ce que ça va réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Mme Guilbault : Bien là, je pense qu'il y a comme des raccourcis présumés dans cette question-là, donc je ne suis pas en mesure d'y répondre tel quel. Ce que je vais dire là-dessus, c'est qu'il y aura bientôt, bientôt... Et, encore tout à l'heure, j'avais des échanges avec des collègues concernés sur la date de cette annonce, qui est imminente, sur notre projet et notre vision pour le transport régional dans la Capitale-Nationale. Mais, en attendant l'annonce, le député, je pense, va comprendre que je ne puisse pas avaliser implicitement certains détails de sa question.

M. Zanetti : O.K. Alors, voici une question à laquelle vous pourrez répondre, j'en suis certain : Est-ce que vous avez pris en considération, dans le projet de desserte des banlieues, le concept de trafic induit?

Mme Guilbault : Bien là, honnêtement, moi, personnellement... possible que ça ait été fait par les gens du ministère des Transports, les ingénieurs, je ne suis pas en mesure de confirmer ou d'infirmer la chose.

M. Zanetti : Est-ce que, de manière générale, là, quand on élargit une autoroute ça augmente le trafic, la quantité de voitures qui l'empruntent ou est-ce que ça reste le même?

• (16 h 10) •

Mme Guilbault : Bien, il faudrait poser ces questions-là aux ingénieurs du MTQ. Il y a des crédits au ministère des Transports. Moi, ce que je vous dis c'est que, nous, on a une vision du développement et de la mobilité durable dans la Capitale-Nationale qui est non seulement intermodale, mais qui fait la part belle au transport collectif et éventuellement aux véhicules électriques, que ce soit pour le TQL ou pour le transport structurant, le projet de la ville de Québec. Donc, ça, c'est très important pour nous.

M. Zanetti : Bon, alors, je suis un peu inquiet, parce que, clairement, quand on augmente la capacité routière, il y a plus d'autos puis, quand il y a plus d'autos, il y a plus de GES. Et même si, mettons, quelques années, ça améliore la fluidité du trafic, toutes les études montrent, là, partout, dans toutes les villes en Amérique du Nord, où ça a été fait, là... ils élargissent les autoroutes, cinq, six ans, sept ans après, on voit le même trafic là, les mêmes problèmes, puis là soit ils doivent remettre du transport en commun, soit ils doivent élargir encore les autoroutes. Alors, je vous invite à vous informer de ça, parce que, si votre projet, ça se retrouve à être un projet qui augmente les GES, vous aurez beau dire «développement durable» 1 million de fois, ça ne marchera pas, puis les gens vont s'en rendre compte.

Sur la question des élargissements d'autoroute, justement, là. On pense que l'autoroute Laurentienne vous voulez l'agrandir, parce que c'est les informations qui ont été dans les médias, et que vous n'avez pas démenties. Est-ce que ça signifie que vous avez fait une croix sur le projet de transformation de l'autoroute Laurentienne en boulevard urbain?

Mme Guilbault : Encore une fois, je vais devoir faire appel à la patience de mon collègue de Jean-Lesage, et, en temps opportun, il y aura une annonce sur notre projet de transport dans la Capitale-Nationale, une vision régionale, élargie qui tient compte à la fois des intérêts des gens du centre-ville et de toutes nos banlieues dans la capitale.

M. Zanetti : Bien sûr. Est-ce que ça serait une bonne idée de transformer cette portion de l'autoroute Laurentienne, disons entre Soumande, ou peut-être boulevard Hamel, ou peut-être un peu plus haut jusqu'à la Croix-Rouge, en boulevard urbain, selon vous?

Mme Guilbault : C'est quelque chose qui peut être évalué. C'est quelque chose qui...

M. Zanetti : Si ça permettrait d'augmenter, mettons, là...

Mme Guilbault : J'ai déjà, moi-même, rencontré des gens puis discuté de ce projet-là. C'est un projet qui est dans l'air, je pense, depuis un certain nombre d'années. C'est un projet qui incombe, à l'origine, à la ville de Québec, donc...

M. Zanetti : O.K. Bon. Alors, je vais être patient, mais je demeure un peu inquiet.
Prochaine question : Quel est le prix moyen du loyer... d'un loyer sur le marché à Québec...

Mme Guilbault : Bien là, le prix moyen, je...

M. Zanetti : ...à la centaine près, là? Ce n'est pas...

Mme Guilbault : Oui. Bien, c'est ça. Là, le prix moyen, dans des statistiques officielles, là, je ne pourrais pas vous dire, mais je vous dirais que, pour 700 \$, 800 \$, on peut se trouver un appartement en ville.

M. Zanetti : Ah! bien, ça, c'est sûr qu'on peut probablement... Mais en moyenne un... Mettons, ça serait... Cet appartement-là, ça serait un studio ou ce serait un 5 et demie, mettons?

Mme Guilbault : Bien, ça dépend dans quel coin de la ville, ça dépend quel immeuble, ça dépend de la date de construction, ça dépend d'une certaine quantité d'éléments. Si vous venez louer un condo chez nous, dans Louis-Hébert, je vais vous dire, ça va vous coûter pas mal plus cher que si vous allez louer sur la rue de l'Aqueduc, disons ça comme ça.

M. Zanetti : Ah! O.K. Puis donc à Cap-Rouge, Saint-Augustin, disons, le loyer moyen, ça ressemblerait à quoi à peu près?

Mme Guilbault : Bien, je ne suis pas en mesure de vous répondre, là. Je faisais une petite blague, parce que, chez nous, dans Louis-Hébert, il y a des condos de luxe, puis, évidemment, ce n'est vraiment pas accessible à tout le monde, ça, on le comprend bien, là. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a une amplitude de montants de loyers disponibles dans la Capitale-Nationale et à Québec notamment, comme partout.

M. Zanetti : Est-ce que vous avez un plan, là, pour faire en sorte que dans la Capitale-Nationale les gens puissent se loger moins cher et donc qu'ils puissent respirer un peu financièrement?

Mme Guilbault : On a déjà annoncé des constructions l'an dernier, de mémoire... en tout cas, l'automne dernier, avec ma collègue ministre de l'Éducation. M. Duclos était là aussi du fédéral, parce qu'on est allé chercher énormément d'argent pour l'habitation dans une entente avec le fédéral, et on a annoncé des constructions ici, à Québec.

Il faut quand même rappeler que le logement, il y a une responsabilité municipale là-dedans, là. Nous, on est en soutien aux municipalités, mais il y a aussi une question de développement municipal pour ce qui touche l'accessibilité de l'habitation sans pour autant nier notre part de responsabilité. On est en soutien, comme je le disais, on a donné beaucoup d'argent aux municipalités, mais, donc, c'est une responsabilité partagée qui au premier chef incombe aux municipalités.

M. Zanetti : Alors, combien de logements sociaux comptez-vous financer dans la Capitale-Nationale, disons, si... d'ici à la prochaine période de crédits l'année prochaine?

Mme Guilbault : Je n'ai pas le chiffre précis avec moi, mais je peux certainement le trouver d'ici là... C'est parce que je les ai en tête, en mémoire, mais je veux être sûre d'avoir le bon chiffre. Je peux certainement les trouver ou peut-être même, je les ai déjà. Regarde, on accompagne la ville à créer 5 000 nouvelles habitations...

M. Zanetti : O.K. C'est ambitieux.

Mme Guilbault : ...abordables.

(Consultation)

Mme Guilbault : Bon, en tout cas...

M. Zanetti : 2 600 loyers abordables?

Mme Guilbault : ...2 600 loyers abordables avec la ville.

M. Zanetti : Parfait. D'ici l'année prochaine. Alors, je vais vous reposer la question. Je vais le noter, là, puis on va s'assurer de faire le suivi.

Donc, moi, je veux vous dire, là, mon inquiétude puis la raison pour laquelle je vous pose ces questions-là, c'est qu'il y a beaucoup d'organismes communautaires qui nous disent : Il y a de plus en plus de cas de rénovictions, des cas d'expulsion. Ils ont... Ces organismes communautaires qui soutiennent les gens, là, qui sont dans ces problèmes-là, ils ont cinq fois plus de demandes que l'année passée, et c'est une situation qui est extrêmement critique. Puis on le sait, là, le logement, c'est un des postes budgétaires les plus importants, là, pour les personnes vivant seules, pour les familles et puis c'est... Ça, ça joue beaucoup plus sur leur capacité, là, de bien se nourrir, d'avoir... de bien se vêtir et puis d'avoir une qualité de vie importante, de pouvoir se payer des vacances que... beaucoup d'autres choses.

Alors, c'est quelque chose que, si on veut dire... on veut rendre les gens plus à l'aise, là, tu sais, il y a, oui, le salaire moyen, tout ça, etc., comme disait le premier ministre, là, mais la question de ne pas laisser les loyers augmenter, c'est extrêmement important. Et je pense qu'il faudrait avoir un plan extrêmement fort pour la Capitale-Nationale parce qu'il y a des problèmes importants. Et, pour votre information, le prix d'un loyer moyen dans la Capitale-Nationale, là, c'est autour de 900 \$. Tu sais, ceux qui sont en locatif, là, ceux qui sont annoncés, là, c'est 907 \$. Donc, c'est très cher et ce n'est pas tout le monde qui peut se payer ça tout en se payant les autres services dont ils ont besoin.

Par rapport à... Si on revient à la question du boulevard urbain, parce que le boulevard urbain, si on était capable de faire ça, là, et puis réaménager ce secteur-là dans un pôle urbain, là, il y aurait une opportunité incroyable de créer justement des nouveaux logements, 6 500 nouveaux logements, qu'avaient dit dans une étude des universitaires de l'Université Laval, qui avaient dit : Ah! si on transformait ça, on pourrait faire un nouveau quartier, etc., et ça contribuait énormément à faire en sorte qu'on pourrait diminuer la pression sur le prix des logements. Là, vous parlez... de 2 500 logements abordables l'année prochaine; d'ici l'année prochaine, 2 600. Je trouve que c'est une bonne nouvelle, c'est formidable, mais on va avoir besoin de beaucoup plus dans la Capitale-Nationale.

Alors, je tiens vraiment, là, si la décision n'est pas déjà prise, à ce que vous considériez particulièrement la question du boulevard urbain sur Laurentienne, parce que ça pourrait solutionner beaucoup de problèmes en même temps. Quand est-ce qu'on va pouvoir... il va y avoir une annonce, justement, sur la desserte des banlieues et puis sur ces chiffres-là, mettons, en semaines?

Mme Guilbault : Ces chiffres-là étant...

M. Zanetti : Bien, le projet de desserte, donc les chiffres, ce que ça va coûter, le projet de desserte, et aussi ce en quoi ça va consister puis combien d'autoroutes vont être élargies, et tout ça?

Mme Guilbault : Bien, j'aimerais ça pouvoir dire la date, mais le problème, c'est que, si je la dis puis que la situation épidémiologique ou toute autre contrainte imprévue nous oblige à la proroger encore, bien là, on va dire : Tu avais dit ça, puis ce n'est pas ça. Donc, je vais dire : Incessamment.

M. Zanetti : Mais qu'est-ce qui fait en sorte qu'en ce moment, là, vous pensez qu'on est moins curieux de le savoir que lorsqu'il n'y aura plus de pandémie? ...je suis très curieux.

Mme Guilbault : Ce qu'on pense en ce moment, c'est que, jusqu'à lundi prochain, on est en mesures d'extrême urgence à Québec, puis que ce n'est pas le temps de faire des conférences de presse à cinq personnes, alors qu'on contraint les journalistes, eux-mêmes, à ne pas être trop nombreux dans les salles. Il faut quand même être cohérents avec nos propres mesures.

M. Zanetti : Bien, vous pouvez les faire par Teams ou je ne sais trop, là. C'est... On fonctionne comme ça depuis un an puis...

Mme Guilbault : C'est vrai. Puis on fait la quasi-totalité de tout ce qu'on fait par Teams, mais c'est tellement une belle et grosse annonce, puis, vous en conviendrez avec moi, étant quelqu'un de Québec, que ça mérite d'être fait de manière optimale sur le plan visuel.

M. Zanetti : Mais les gens, de toute façon, ils vont le regarder à la télé ou sur leur écran de... sur un article de journal sur Internet, ça fait que, le fait que vous soyez comme tous dans la même place ou pas vraiment tous dans la même place, ça ne change pas grand-chose.

Mme Guilbault : Notre prétention, c'est qu'il vaut mieux attendre de pouvoir faire une annonce en bonne et due forme avec tous les projets et toute notre vision en transport et en mobilité durable pour la Capitale-Nationale. On n'est plus à un jour près, hein, je pense qu'on peut le dire comme ça, ça fait que ça s'en vient.

M. Zanetti : Est-ce que dans votre vision vous voulez qu'il y ait de l'étalement urbain à Québec ou c'est quelque chose que vous trouvez qui n'est pas intéressant? Est-ce que vous êtes favorable ou défavorable à l'étalement urbain?

Mme Guilbault : Il y a des questions qu'il faut adresser plutôt aux municipalités.

M. Zanetti : Bien, non.

Mme Guilbault : Tu sais, il y a des conseils de ville pour les questions qui touchent les responsabilités municipales. Nous, notre responsabilité, comme gouvernement provincial, c'est d'avoir une vision pour le développement de la région et, donc, c'est exactement ce qu'on va avoir à proposer aux gens de la Capitale-Nationale, et de la Rive-Sud, en passant, incessamment.

• (16 h 20) •

M. Zanetti : Mais vous dites que vous avez une vision de la mobilité, c'est clair que vous pouvez répondre à la question suivante. Si vous avez une vision de la mobilité, ce n'est pas un enjeu municipal, là, c'est-à-dire les infrastructures que vous allez faire, là, vont causer ou ne causeront pas de l'étalement urbain. Si vous avez une vision quand vous faites ces plans-là, bien, vous devez vous dire : Est-ce qu'on vise ou on ne vise pas de l'étalement urbain? Alors, est-ce que vous visez ou vous ne visez pas de l'étalement urbain?

La Présidente (Mme Boutin) : ...M. le député. C'est tout le temps qu'on avait pour ce bloc-là. Je vous remercie pour ce ton très cordial et je vous inviterais à poursuivre sur la même voie pour autre bloc de 20 minutes avec l'opposition officielle. Mme la députée de Saint-Laurent, à vous la parole. Vous avez 20 minutes.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. Alors, juste pour terminer la boucle sur la question hôtelière et des restaurateurs, j'aimerais juste savoir, c'est quoi, environ, le taux horaire d'une personne qui travaille dans le secteur hôtelier.

Mme Guilbault : Je ne suis pas en mesure de hasarder une réponse, parce que c'est ça, mais c'est en dessous du salaire moyen possiblement, probablement.

Mme Rizqy : Pensez-vous qu'il est trop bas?

Mme Guilbault : Je ne suis pas en mesure de me prononcer là-dessus. Tu sais, il faut comprendre que ces choses-là, c'est complexe. C'est comme les gens qui réclament des salaires minimums très hauts, et tout ça, ça a des incidences sur des employeurs, ça a des incidences sur des entrepreneurs, sur la capacité de payer, sur la facture du client éventuel, etc. La députée, qui a une formation en économie, je pense, sait que c'est compliqué. Donc, on ne peut pas comme ça dire des réponses, là, hasardées dans le cadre d'une joute politique.

Mme Rizqy : Ah! moi, je ne suis pas du tout dans une joute, je suis en crédits.

Alors, par exemple, tantôt, dans vos réponses qui revenaient souvent sur la requalification, ceux qui ont perdu leur emploi avaient un salaire d'environ combien?

Mme Guilbault : Bien, ce n'est pas une donnée que j'ai. Il y a plusieurs personnes qui ont perdu des emplois dans plusieurs domaines. Donc, ça dépend de qui on parle et de quel emploi il a perdu ou quitté. Il y en a qui ont dû quitter aussi.

Mme Rizqy : Puis donc il n'y a pas eu des statistiques pour voir comment qu'on pourrait peut-être trouver des solutions plus chirurgicales pour le secteur hôtelier et de la restauration pour Québec?

Mme Guilbault : Une des meilleures solutions qu'on a trouvée à cette problématique-là, de gens qui avaient perdu leur emploi... En passant, notre taux de chômage à Québec est à 4,9 %. On est la meilleure RMR au Canada, ça fait que ça, je pense, ça vaut la peine aussi de s'y attarder. Je sais que des fois ça n'intéresse pas l'opposition, les bonnes nouvelles, puis je remarque qu'elle ne parle plus du tramway, elle ne me parle plus de rien d'autre, qui sont pourtant des projets importants à Québec. Alors donc, ça se porte bien quand même l'emploi ici, là, il faut le dire.

Mais une des choses intéressantes et très concrètes que mon collègue du Travail a mise en place, c'est le PARAF, le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation. On est en plein là-dedans, et énormément de gens se prévalent de ce programme-là, 500 \$ par semaine pour pouvoir aller te former et choisir une nouvelle carrière, si le coeur t'en dit, qui peut être en hôtellerie ou en restauration, parce que je les mets souvent ensemble, parce que, veux veux pas, dans le tourisme, c'est ça.

Mme Rizqy : Donc, vous, mettons, la solution pour, mettons, les restaurants qui cherchent des plongeurs ou, par exemple, une hôtesse pour accueillir les gens, ça serait le PARAF, si je comprends bien?

Mme Guilbault : Bien, il faut voir. On ne peut pas prescrire à une personne ce qu'elle doit faire dans la vie. Ce qu'on doit faire, c'est mettre en place les programmes et les solutions pour que les gens soient libres et se sentent confiants de pouvoir se qualifier ou se requalifier selon leurs besoins et leurs intérêts. Et c'est exactement ça qu'on fait. J'ai parlé des 138 000...

Puis l'intégration en emploi, c'est différent, en passant, là. Il y a la qualification et la requalification, mais il y a l'intégration en emploi de gens qui avaient été laissés sans emploi par les précédents gouvernements qui s'intéressaient plus ou moins, justement, à faire en sorte que les personnes handicapées, les personnes qui ont des limitations en tout genre, les femmes, les personnes d'un certain âge... Puis une des premières choses qu'on a faites, c'est de moduler les impacts sur le revenu des personnes de 60 à 65 ans pour les inciter à rester au travail.

Tu sais, c'est une collection d'actions depuis deux ans et demi qui nous permettent de faire en sorte de lutter contre la pénurie de main-d'oeuvre, qui, en passant, ne tombera jamais à zéro, là. Je ne pense pas qu'un jour on va être ici, aux crédits, à se dire : Tiens, il y a zéro emploi... disponible au Québec. Ça ne se peut pas. Zéro, c'est l'asymptote. Ce qu'on peut faire, c'est de s'en approcher au maximum et c'est exactement le sens des nombreuses actions de mon collègue du Travail.

Je pourrais parler de l'immigration aussi. Peut-être que la députée aimerait ça qu'on en parle. Je sens que c'est ça, le sujet du jour, depuis hier.

Mme Rizqy : Ça n'a pas été ma question. Moi, mes questions sont très pointues. Je le sais que des fois vous allez de façon très large...

Mme Guilbault : C'est parce que ça fait partie... c'est parce que c'est un des pans de la façon dont on peut résorber le problème de pénurie de main-d'oeuvre.

Mme Rizqy : Ah! O.K. Voulez-vous aller plus loin dans votre réflexion?

Mme Guilbault : Bien, une des choses qui peut être intéressante, dont on a déjà parlé, je pense, ensemble en privé, ou peut-être pas, mais enfin, dont je parle régulièrement, c'est qu'il existe le PTET, le Programme des travailleurs étrangers temporaires qui, actuellement, est géré par le fédéral, donc des modalités décidées par le fédéral, qui, actuellement, ne nous permet que d'avoir 10 % de notre effectif comme travailleurs étrangers temporaires. Nous, on aimerait bien le monter à 30 %. Et il y a toute cette question, là, j'oublie le nom du document, là, mais une espèce de sondage de marché qui fait qu'on doit prouver qu'on ne prend pas les emplois des Canadiens, et tout ça. En tout cas, bref, c'est lourd et compliqué, et, si le fédéral acceptait de faire certaines modulations, ça pourrait être plus simple pour certains types de secteurs et d'entreprises, comme entre autres l'hôtellerie, d'avoir plus de travailleurs étrangers temporaires.

Mme Rizqy : Puis comment vous réconciliez votre propos avec ceux du premier ministre hier?

Mme Guilbault : Un n'exclut pas l'autre, ça n'a rien à voir. Les propos du premier ministre mettent en relief notre intérêt à avoir de plus en plus d'emplois payants au Québec, de créer de la richesse. On a réduit l'écart de richesse depuis notre arrivée, chose qui ne vous a peut-être jamais intéressée, mais, disons, pas suffisamment, parce que c'est comme si vous, vous vivez dans un monde où il ne faut pas vouloir plus, il ne faut pas vouloir mieux. C'est correct comme c'est là, puis il ne faut pas remettre en question surtout ce qui a été fait avant, parce que c'est vous autres qui l'avez fait. Ça fait que, tu sais, à un moment donné, si les gens ont changé de gouvernement, c'est parce qu'ils avaient le goût de quelque chose de nouveau. Puis une des façons de créer de la... une des façons de pouvoir se payer des meilleurs services, des meilleures écoles, etc., c'est d'avoir plus d'argent. Puis une des façons d'avoir plus d'argent, c'est d'augmenter le salaire moyen, ça ne change pas le fait qu'on a besoin de l'immigration économique. Notre premier ministre préside le Conseil de la fédération. Il est donc le leader de cette demande concertée avec plusieurs provinces importantes au Canada d'avoir plus d'immigration économique.

La Présidente (Mme Boutin) : Mme la députée de Saint-Laurent, oui, allez-y avec votre question.

Mme Rizqy : Oui. Je vous l'ai déjà dit dans le premier bloc, c'est intéressant, tu sais, que les questions sont précises et sont courtes, puis, habituellement... Puis je sais que c'est... vous êtes une nouvelle présidente, puis c'est correct. Par contre, il faut quand même respecter un certain équilibre au niveau des réponses, la longueur des réponses. Et, lorsque ça devient hors d'ordre sur une question très précise, là, ça... à ce moment-là... Puis je vous fais signe puis j'espère que vous me voyez quand je vous fais signe.

Maintenant, moi, j'ai de la misère à vous suivre parce qu'hier ce n'était pas ça du tout que le premier ministre a dit, là, puis vous le savez très bien. Alors, j'ai l'impression que vous plaidez des deux côtés de la bouche aujourd'hui, ou qu'on essaie de remettre la pâte à dents dans le tube, parce que, si vous connaissez les salaires qui sont gagnés dans la restauration, vous l'avez dit, c'est en bas du 15 \$ de l'heure. Bien, je sais que vous êtes capable vous-même de faire le calcul. Si vous prenez votre calculatrice, c'est-à-dire que la personne, disons, qu'elle... 40 heures-semaine, 52 semaines, ça fait autour de 31 000 \$, là.

Donc, on est loin du 56 000 \$. Alors, aux yeux du gouvernement, si vous me dites : Oui, mais on veut avoir plus d'immigrants. Mais qu'hier il dit : Non, je n'en veux pas plus, parce qu'en quelque part c'est un problème, pour moi, ça ne m'aide pas, c'est un problème parce que c'est en bas de 56 000 \$. Alors, j'ai de la misère à réconcilier les deux propos aujourd'hui.

Là, ma question : Bureau régional du ministère de l'Éducation et de l'Innovation, ça sert à quoi, selon vous?

Mme Guilbault : Le bureau régional de l'Innovation et de l'Éducation?

Mme Rizqy : Non, non, pas de l'Éducation.

Mme Guilbault : D'Éducation et de l'Innovation, c'est ça que vous avez dit.

Mme Rizqy : D'Économie et d'Innovation.

Mme Guilbault : O.K. Bien là, est-ce que vous me parlez du bureau régional du MEI...

Mme Rizqy : Oui.

Mme Guilbault ...ou d'Investissement Québec?

Mme Rizqy : MEI.

Mme Guilbault : Bien, ça... Je ne comprends pas la question. C'est le ministère de l'Économie et de l'Innovation, mais qui... qu'on a régionalisé, tout comme Investissement Québec d'ailleurs, pour avoir un service beaucoup plus adapté et localisé dans chaque région, parce que c'était rendu hyper centralisé, comme bien des affaires faites dans le passé, et pas en mesure d'avoir la sensibilité puis la proximité qu'on voulait avec nos entrepreneurs locaux de chacune de nos régions.

Donc, c'est comme ça qu'on a fonctionné, on a ajouté des ressources en développement économique dans les MRC, on a créé le... — comment ça s'appelle? — la stratégie, en tout cas, d'entreprise, «anyway». Le programme impulsion Québec, qu'on vient d'annoncer, ça, c'est extraordinaire. 50 millions, dont la moitié qui vont à l'extérieur de Montréal. On peut avoir jusqu'à 1 million pour nos jeunes entreprises innovantes pour les aider à se partir dans la vie. Ça fait que, bref, c'est toutes des affaires, ça, qu'on fait, qui visent à avoir une action très, très, très localisée, très proche, très connectée sur la région dont il est question, selon le projet.

Mme Rizqy : O.K. Donc, au fond, c'est important que ce soit très connecté puis très localisé, vous l'avez dit à plusieurs reprises. Vous avez même dit : «Très, très connecté», «très, très, très adapté». Là, je vous cite. Alors, pourquoi celui de la Capitale-Nationale est rendu à Trois-Rivières?

• (16 h 30) •

Mme Guilbault : En Mauricie, oui, mais ça ne l'empêche pas d'être tout à fait connecté. Et, comment je pourrais dire, décentraliser... Vous aviez centralisé ça, de toute façon, d'une manière telle où c'était complètement coupé de toutes les régions du Québec, sauf probablement de Montréal. Ça fait que, nous, on a créé des antennes où au moins on est capables d'avoir, comme je disais, une connexion locale et des ressources, tu sais, purement dédiées. On a, nous, chez nous, au Secrétariat à la Capitale-Nationale... D'ailleurs, mon sous-ministre est présent ici à mes côtés aujourd'hui. On... pas on parraine, mais on anime, là, ou on dirige le CAR, la Conférence administrative régionale. Et c'est un de nos partenaires très important, le ministère de l'Économie et Investissement Québec, depuis qu'on est là, ça a pris un rôle accru.

Et d'ailleurs je ne sais pas si la députée... Bien, je vais lui laisser poser une autre question, puis, après, j'aurai quelque chose à lui montrer.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. Donc, vous dites que c'est important que ce soit très, très, très connecté, très, très local, adapté et local, puis là, je vous cite, «pour comprendre les sensibilités locales». Puis maintenant, à ma réponse, quand je vous demande : Pourquoi que le Bureau de la Capitale-Nationale est rendu à Trois-Rivières, vous me dites : Ah! bien oui, c'est que, là, on a une antenne. Là, j'essaie de réconcilier tout ça, Mme la vice-première ministre, j'essaie, pour de vrai, de réconcilier tout ça.

Mme Guilbault : ...j'ai du nouveau. Vous voyez, les ressources du MEI pour la Capitale-Nationale sont à Sainte-Foy, ici à Québec, qu'on vient de m'indiquer, ça fait que ça règle le problème. Et...

Mme Rizqy : Non, attendez : Quelles ressources, combien de personnes? Puis combien de personnes qui sont à Trois-Rivières?

Mme Guilbault : Bien, je peux peut-être laisser mon sous-ministre à la Capitale répondre, comme c'est des choses très précises.

La Présidente (Mme Boutin) : M. le sous-ministre, simplement vous présenter et dire votre titre. Vous pouvez enlever votre masque aussi.

M. Rousseau (Youri) : Oui, c'est vrai. Youri Rousseau, sous-ministre associé à la Capitale-Nationale.

Écoutez, les ressources du ministère de l'Économie et de l'Innovation, par un projet de loi il y a un an, ont été transférées à Investissement Québec, toutes les ressources qui donnent les services aux entreprises. Donc, toute l'équipe qui était au ministère de l'Économie à Québec, à la place D'Youville, sont maintenant à Investissement Québec, mais à Sainte-Foy ou, beaucoup d'entre eux, en télétravail. Et le ministère de l'Économie a un bureau territorial, qui couvre trois régions, qui est en Mauricie.

Donc, il y a deux ou trois employés en Mauricie, du ministère de l'Économie, mais l'ensemble des employés qui donnent le service aux entreprises sont rendus à Investissement Québec et ils sont aussi nombreux pour aider les entreprises de Québec, aussi impliqués. Donc, c'est ça.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci. Oui, allez-y, Mme la députée de Saint-Laurent.

Mme Rizqy : Donc, pour le bureau régional du MEI, il y a combien d'employés ici, à Québec?

M. Rousseau (Youri) : Je sais qu'il y a au moins une employée, qui est encore ici, à Québec.

Mme Rizqy : Je vous confirme qu'il y en a une.

M. Rousseau (Youri) : Oui, elle est excellente, elle était de l'ancien bureau, elle est encore là, et on la salue. Mais les services aux entreprises sont maintenant dans le mandat d'Investissement Québec donc ça ne sert à rien de laisser des employés au MEI, qui fait des programmes, qui fait des politiques. Le service aux entreprises, c'est avec Investissement Québec, puis là il y a autant d'employés qu'avant.

Mme Rizqy : O.K. Puis donc, si on compare, Montréal a son équipe d'Investissement Québec à Montréal puis ils ont leur bureau régional de Montréal à Montréal, ça fait du sens?

M. Rousseau (Youri) : Oui, comme Québec.

Mme Rizqy : Bien non, parce que, nous, à Québec, on a Investissement Québec Québec, mais, pour le MEI, on a envoyé une antenne, pour reprendre le terme employé par la vice-première ministre, puis on a gardé une employée superefficace, puis je n'en doute pas. Puis d'ailleurs on la salue pour vrai : Bonjour à vous, et, c'est triste, vous êtes rendue seule.

M. Rousseau (Youri) : Mais, Mme la Présidente, dans tout le Québec au complet, ils ont fait des bureaux territoriaux de trois régions administratives chacune. Donc, ce n'est pas différent à Montréal, le bureau du MEI de Montréal couvre trois régions administratives, c'est la même chose ailleurs.

Mme Rizqy : En fait, il couvre le Grand Montréal, donc ce qui fait un peu de sens, parce qu'on se comprend que traverser le pont de Montréal pour s'en aller à Laval, ce n'est pas trop loin, mais disons que, partir de Québec pour se rendre à Trois-Rivières, c'est un peu plus loin. Et je veux reprendre les termes, quand même, là : «hyperadaptés et locaux», «sensibilité locale», «très, très, très connecté local», «pour donner une impulsion locale».

Mme Guilbault : Je vais répondre, si vous permettez, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Boutin) : Oui.

Mme Guilbault : Et là je ne sais pas si la députée de Saint-Laurent écoute, des fois, les nouvelles à Québec, mais, en fin de semaine, il y avait un reportage très intéressant qui portait sur notre alliance économique, que j'ai mise sur pied l'automne dernier. Ça, quand on veut quelque chose de connecté puis qui simplifie la vie du vrai monde, là, on est exactement là-dedans. Et, dans ce reportage-là, on avait...

Bien, la députée trouve ça drôle. Peut-être qu'elle trouve ça drôle, que nos entrepreneurs, avec 93 % de nos PME qui ont moins de 50 employés, sont obligés de se dépatouiller dans l'aide gouvernementale, à tous les niveaux, mais, nous, on trouve que c'est intéressant, de leur simplifier la vie.

Et, vous voyez, en une rencontre, on a rencontré tous les intervenants à qui nous voulions parler dans la région de Québec, de chez Bosk Bioproduits, M. Boudreault, ta, ta, des gens au niveau de la condition du bâtiment, donc, tu sais, il y a plein de gens là-dedans. Puis là il y a le reportage qu'il faut voir au complet, qu'on n'a pas parce que c'était à la télé, mais il y avait des gens de chez nous, là, chez SBI, qui disaient : On a 12 personnes autour de la même table, que, si j'avais voulu entreprendre de parler à chacune de ces 12 personnes là, ça aurait été compliqué, ça aurait été long, je n'aurais même pas pensé à les appeler.

Ce qu'on a fait, avec l'alliance économique, là, avec notre secrétariat puis avec tous nos partenaires de la Capitale-Nationale, dont le MEI, dont Investissement Québec, dont le fédéral, on a tout mis ce monde-là ensemble puis on a dit à nos entrepreneurs, puis à nos porteurs de projets, puis nos organismes : Désormais, quand vous avez besoin de quelque chose, vous appelez qui que ce soit dans cette alliance-là, puis il va y avoir le réflexe de vous amener à ce qu'on appelle un réseau express, où vous allez présenter une seule fois votre demande à tous les partenaires susceptibles de vous aider, et là, ça bonifie l'aide qu'ils peuvent obtenir par des gens dont ils ne savaient peut-être même pas qu'ils pouvaient les aider. Ça, là, Mme la Présidente, c'est aider concrètement nos entrepreneurs, c'est simplifier la vie du monde puis c'est bonifier l'aide pour tous nos porteurs de projets dans la Capitale-Nationale.

Et je suis certaine que la députée de Saint-Laurent allait m'en parler sous peu, parce que, ça a dû l'exciter, de voir le succès de cette alliance-là.

Mme Rizqy : Moi, ce qui m'exciterait, la journée que vous êtes capable de répondre aux questions, là, je vous le dis.

Mme Guilbault : Bien, je viens de répondre. Vous me dites «connecté», ça fait trois fois qu'on me cite, «connecté», «localisé», «connecté», «localisé», bien, l'alliance économique, c'est connecté et c'est localisé.

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, on prend une bonne respiration et on revient dans la cordialité. À vous, Mme la députée de Saint-Laurent, vous pouvez poser une question.

Mme Rizqy : Merci. Tellement d'accord avec vous, l'important de, bien sûr, prendre le temps de faire les choses correctement et dans le respect, bien évidemment. Merci, Mme la Présidente.

Moi, je ne faisais que vous citer. Parce que, je vous ai posé une question très précise, qui porte sur le bureau régional du MEI, et d'entrée de jeu vous m'avez dit à quel point c'est important qu'il soit connecté de façon locale pour donner de l'impulsion locale. Un peu à l'instar que, lorsqu'on a des employés qui sont quelque part, lorsqu'ils marchent à un endroit, qu'ils voient un endroit, ils peuvent penser puis, par eux-mêmes, avoir des idées parce qu'ils sont là. Puis, vous avez raison, d'entrée de jeu, vous avez donné la bonne réponse en disant : C'est important que ça soit local, c'est important qu'il soit très, très, très connecté, et s'adapter de façon locale, vous l'avez répété à plusieurs reprises. Et puis, lorsque je vous ai demandé : Où sont-ils?, et qu'on vous a donné un petit papier, puis on a fait : Ah! attention, finalement, ils ne sont pas à Québec, ils sont à Trois-Rivières, et qu'il ne reste qu'une seule employée ici, il y a quelque chose ici, qui, je vous l'ai dit, je ne suis pas capable de réconcilier.

Et là je me pose la question, parce que, si, moi, je ne suis pas capable de le réconcilier — puis je le sais que vous êtes une femme intelligente, même vous, je le sais qu'au fond de vous, vous devez vous dire : Bien, c'est vrai que, si on veut être très connectés, très, très, très connectés, il faut être dans son milieu — alors, je me pose la question suivante, et c'est possible qu'on ne vous l'a pas dit, à ce moment-là, mais : Vous, est-ce que vous avez pris cette décision-là? Est-ce que vous l'avez entérinée ou ça a été fait par le ministre de l'Économie, puis on vous l'a tout simplement dit : Voici, Mme la vice-première ministre, voici les changements? Ou est-ce que, vous, vous avez dit : Non, j'approuve, puis c'est correct?

Mme Guilbault : On a réformé Investissement Québec puis le ministère de l'Économie tous ensemble, comme gouvernement, c'est bien connu, et, depuis ce temps-là, on attire des business, on crée des emplois payants partout au Québec, et c'est une de nos fiertés.

Et, ce qui est intéressant de dire sur le MEI, au-delà du tapage de c'est quoi, l'adresse, puis qui est où, c'est que c'est un membre important de notre alliance économique dans la Capitale-Nationale. Je ne comprends pas que, la députée, ça ne l'intéresse pas plus que ça, l'alliance économique, parce que, tu sais, je veux dire, quand tu... on fait de la politique pour aider le monde, on est payés avec les fonds publics pour être utiles pour le monde. Et, mettre en place cette alliance-là, là, ce n'est pas une révolution, vous me direz, tu sais, mais, des fois, là, pour la petite PME de 25 employés qui dit : Aïe! Je n'ai besoin d'appeler à huit places, d'attendre qu'il me rappelle, il ne me rappelle pas, ce n'est plus le même gars, ça ne marche pas, il faut que je recommence, là j'ai tout le monde en même temps : je présente mon projet, puis, tiens, j'en ai trois là-dessus qui peuvent m'aider. Pas juste de l'argent, des fois. Des fois, c'est de l'accompagnement, des conseils, etc., de la mise en contact. Bien, ça, là, 205, 205 entreprises et organismes qu'on a aidés à date, 70 % de ce monde-là ont reçu de l'aide là-dessus, puis ça va continuer à mesure qu'on fait de la pub. D'ailleurs la députée devrait faire de la pub avec nous pour donner l'idée à ceux qui ne savent peut-être pas encore que ça existe de nous contacter.

La Présidente (Mme Boutin) : Allez-y, Mme la députée, il vous reste 1 min 13 s.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. Moi, ma question, je vais donner une deuxième tentative : Donc, vous l'avez approuvé, vous êtes d'accord avec ça, ou, finalement, ça passait au Conseil des ministres, puis, à ce moment-là, vous ne l'avez pas vu passer, puis, tout simplement, aujourd'hui, bien, vous êtes un petit peu sur les faits accomplis?

• (16 h 40) •

Mme Guilbault : On lit tous très attentivement l'entièreté des documents qui passent au Conseil des ministres et dans nos comités ministériels.

Mme Rizqy : Donc, là-dessus, pour vous, ce n'était pas un enjeu, de vous battre pour avoir encore des employés ici, à Capitale-Nationale, qui représentent le monde de la Capitale-Nationale, qui marchent la Capitale-Nationale?

Mme Guilbault : On a des employés.

Mme Rizqy : Il y en a une, là, qui reste, le...

Mme Guilbault : On a un employé au MEI, on a des employés chez Investissement Québec, on fait de la business plus que jamais, c'est ça, l'important, pour nous.

Mme Rizqy : Je vais terminer ma question, si vous permettez.

Mme Guilbault : Avec l'alliance économique, bien sûr.

Mme Rizqy : Je vais terminer ma question, si vous permettez. Le bureau régional, vous l'avez dit d'entrée de jeu, sert à une stratégie économique adaptée et de façon locale pour bien comprendre les sensibilités locales, et vous avez dit : Pour ça, il faut être très, très, très connectés. Puis là, aujourd'hui, vous essayez un petit peu, là... J'ai

l'impression de remettre la pâte à dents encore dans le tube, là, mais, la vérité, c'est que vous avez entériné une antenne, là, qui est basée à Trois-Rivières, là, à plus de 1 h 30 de Québec, là.

Mme Guilbault : Bien, je pense, peut-être, vous ne comprenez pas le...

La Présidente (Mme Boutin) : Vous aurez l'occasion de répondre dans un prochain bloc.

Mme Guilbault : Parfait.

La Présidente (Mme Boutin) : Je vais maintenant céder la parole au député de Matane-Matapédia. Vous disposez de 12 min 20 s, M. le député.

M. Bérubé : Merci, Mme la Présidente. C'est toujours intéressant d'entendre ces échanges entre parlementaires d'une même famille politique, une actuelle libérale, une ancienne libérale. Alors, ce n'est pas le Parti québécois, le parti des chicanes, là, tu sais.

La ministre responsable de la Capitale-Nationale indique que, quand on a un événement important, il faut faire les choses correctement puis bien présenter les choses parce que c'est important. Bien, il se trouve que, le projet de réseau structurant de transport en commun, c'est le plus grand projet de l'histoire de Québec. Ça, c'est un projet important, et je me serais attendu à une conférence de presse, quelque chose de gros, là, tu sais. Ce n'est pas ça qui est arrivé. Il y a eu un décret et puis il y a un communiqué et puis, une fin d'après-midi, pas plus que ça. Alors, moi, je trouve ça important, comme engagement, de la part du gouvernement du Québec. Puis c'est une évolution, hein? Je me souviens que, le député de La Peltrie : «No way, tramway», j'ai vu ça, vous avez vu ça, vous aussi, c'était la position de la CAQ, hein? Elle était contre ça, tu sais, puis ça a pris du temps mais maintenant tout ça est derrière nous.

Alors, j'aimerais que la ministre prenne un moment pour nous expliquer pourquoi, ce projet de réseau structurant, c'est un dossier important pour la Capitale-Nationale, qu'elle puisse nous parler de ses avantages, du fait qu'elle s'y rallie maintenant puis qu'elle m'invite puis qu'elle invite l'ensemble de la population à se rallier à ce beau projet pour la Capitale-Nationale parce qu'ils sont maintenant promoteurs de ce projet.

Mme Guilbault : Oui. Bien là, Mme la Présidente, c'est parce qu'il me pose une question qui est large, qui nécessiterait une réponse qui est longue, puis, après, il va dire : Il ne faut pas que ce soit long, ça fait que...

M. Bérubé : Je vais la poser différemment : Pourquoi, c'est un bon projet, le réseau structurant?

Mme Guilbault : C'est-à-dire que le vaste projet de transport et de mobilité durable régional que nous allons présenter incessamment sera un excellent projet pour notre Capitale-Nationale.

M. Bérubé : C'est un gros changement. Avant, ce n'était pas la position, mais, là, maintenant, vous êtes emballés, vous invitez les gens de Québec à...

Mme Guilbault : Bien, il y a eu des changements. Là, c'est parce que je ne sais pas à quoi il fait référence, là. S'il fait référence à la première mouture, ou à celle déposée en juin dernier par la ville, du projet, ce n'est plus ça maintenant, il y a eu des changements. On le sait, pendant quelque mois, on a travaillé avec la ville pour bonifier le projet, le rendre plus intéressant, notamment en termes de desserte des banlieues, et l'arrimer avec notre projet de tunnel Québec-Lévis, et c'est ce vaste projet qu'on va présenter sous peu aux gens de la Capitale-Nationale et de la Rive-Sud.

M. Bérubé : Très bien. Donc, ça inclut le tramway, ça, ce projet-là, il y a le tramway là-dedans?

Mme Guilbault : Bien, on l'a... Je pense que oui. Oui, oui, oui, il y a un tramway, il y a une partie tramway, oui.

M. Bérubé : Donc, la ministre, maintenant, est pour le tramway avec enthousiasme?

Mme Guilbault : On est pour un projet de transport véritablement structurant qui va desservir à la fois le centre-ville et toutes les banlieues de notre Capitale-Nationale.

M. Bérubé : Et ça inclut le tramway?

Mme Guilbault : Il y a une portion tramway dedans.

M. Bérubé : Donc, vous êtes en faveur d'un tramway?

Mme Guilbault : On est en faveur d'un projet qui va desservir adéquatement l'ensemble de notre Capitale-Nationale.

M. Bérubé : Non, non, mais je fais un test avec vous : Êtes-vous capable de dire, là les gens écoutent la question, que vous êtes en faveur du tramway maintenant?

Mme Guilbault : On est en faveur du projet qu'on va vous présenter sous peu. Je suis obligée d'invoquer la même patience que j'ai demandée à votre collègue de Québec solidaire.

M. Bérubé : Je pense que le tramway va être dedans. Mais c'est si dur, à ça, de dire... tu sais, pour le troisième lien, ça va bien, là, vous le dites, mais, pour le tramway, maintenant que vous êtes ralliés, là, tous les députés sont ralliés, là, le député de Chauveau, la Présidente s'est ralliée, le caucus s'est rallié, c'est-tu si difficile de dire : Maintenant on est pour ce projet-là?

Mme Guilbault : Bien, je ne suis pas certaine de comprendre où le député veut en venir, là. Je veux juste être bien claire sur... C'est parce que, s'il veut me faire dire : On est d'accord avec un projet qui va inclure un tramway, une partie tramway, la réponse, c'est oui, mais, s'il me demande, d'une manière détournée : Est-ce que vous êtes d'accord avec le projet d'origine de la ville, blablabla, bien, la réponse, c'est non, c'est pour ça qu'on l'a bonifié.

M. Bérubé : Non, non, là, je parle du projet qui s'en vient, donc je veux saluer l'évolution du gouvernement là-dessus. On est passés d'une opposition assez ferme à, je dirais, plus qu'un compromis, une adhésion au projet, puis je voulais laisser l'occasion à la ministre d'en parler positivement avec la tribune qu'on a parce que je trouvais que le communiqué ne rendait pas justice à l'ampleur de l'oeuvre.

Mme Guilbault : Je veux juste rappeler que c'était dans notre plateforme électorale, qu'on appuyait le projet, moyennant trois conditions, et celle de la desserte des banlieues a longtemps été celle qui posait problème, et maintenant on l'a réglée.

M. Bérubé : Quelqu'un qui dirait, là, tu sais, qui s'opposerait au tramway, là, dirait : «No way, tramway», il s'opposerait-tu à la vision que vous avez, présentement?

Mme Guilbault : Bien, si une hypothétique personne disait ça en ce moment, ce qui n'est pas le cas au gouvernement, là, sur les 76 députés caquistes, il n'y a personne qui dit ça, actuellement, mais il y a eu des gens, dans le passé, qui n'ont pas été satisfaits des premières versions du projet présenté par la ville, et c'est la raison pour laquelle ces mêmes personnes là ont participé à l'effort de collaboration, avec la ville, qui va nous permettre d'annoncer vraiment un beau projet. Puis j'ai hâte de voir ce que les collègues vont trouver à redire là-dessus.

M. Bérubé : Ah! oui, oui, je vais en avoir, des choses, à redire.

Mme Guilbault : Parce que, vraiment, tu sais... Puis il y en a qui aiment ça, jouer la carte Québec-Montréal, puis toutes ces tournures-là, politiques, qu'on aime faire entre nous. Mais là, ça, ça va être une belle annonce.

M. Bérubé : Mais, ça, ce n'est pas votre genre, ça.

Mme Guilbault : Non, moi, je ne fais jamais de partisanerie. C'est pour ça, je suis différente de vous tous, là.

M. Bérubé : Ce n'est pas le style de la maison. Mais je me méfie, je suis un péquiste, là, mais je ne voudrais pas qu'il m'arrive malheur.

Mme la Présidente...

Des voix : Ha, ha, ha!

M. Bérubé : Tu sais, c'est la journée pour ça.

Mme la Présidente, je veux juste saluer, pour les personnes qui, en 2018, hein?, les positions ont changé, tu sais, pour les partis, en 2018...

Mme Guilbault : Oh! Attention, j'ai ma plateforme cartonnée ici, là.

M. Bérubé : Oui, oui, mais, en 2018, par exemple, Québec solidaire n'avait pas la même position en matière de laïcité, maintenant ils en ont une nouvelle. Vous, en matière de transport structurant, vous n'aviez pas la même philosophie, vous l'avez changée, je l'ai salué. Alors, maintenant, les choses vont être claires, moi, je peux sortir d'ici, puis vous me permettez de dire : Bien, maintenant, la CAQ est pour un réseau structurant puis ils sont embarqués avec enthousiasme. Puis on était contre, en 2018, mais on a changé notre position : Vous me permettez de dire ça aux gens, ce serait juste, de dire ça?

Mme Guilbault : Non, bien, regardez notre plateforme électorale Priorité Capitale, il est écrit ici, bleu sur blanc : «Doter Québec d'un réseau de transport en commun moderne. La ville de Québec a présenté son projet de transport en commun», blablabla, et là il y a les trois conditions ici, là. Ça fait que, donc il y a une trace écrite du fait qu'on l'appuyait moyennant trois conditions.

M. Bérubé : J'avais accroché sur un slogan, moi. Quand, là, votre collègue ministre, là, de La Peltrie disait : «No way, tramway», ça ne tenait pas dans un programme, hein?, ça tenait dans trois mots, et c'était fort, hein?

Mme Guilbault : Le député de La Peltrie a fait campagne avec nous avec cette plateforme.

M. Bérubé : Oui, mais contre le tramway.

Mme Guilbault : Il appuyait le projet moyennant le respect des trois conditions.

M. Bérubé : Non, il était... la condition, c'était...

Mme Guilbault : Tu sais, l'enjeu a toujours beaucoup été sur la desserte des banlieues.

M. Bérubé : La condition était contre le tramway, vous en convenez, là, il a dit ça, vous vous souvenez de ça, là?

Mme Guilbault : Bien là, je pense qu'on tourne en rond. Je l'ai dit tout à l'heure, s'il veut me faire dire : Est-ce qu'on est en faveur d'un projet qui inclut une portion tramway? Oui. Est-ce qu'on appuie...

M. Bérubé : Pas d'autre question, Mme la Présidente, d'accord.

Mme Guilbault : Est-ce qu'on appuie le projet d'origine qui desservait mal les banlieues pour nous? Non.

M. Bérubé : J'en ai assez, dans le sens pas que je suis tanné mais j'en ai assez pour bien comprendre ce que la ministre a dit, je pense que ça va être suffisant pour ma réflexion.

Dossier fête nationale, dossier fierté. On est dans la Capitale-Nationale. D'ailleurs, ce qui nous distingue dans l'approche, entre le Parti québécois et la CAQ, c'est que, nous, on y voit la capitale d'un pays, hein, pas d'une province. Alors, Capitale-Nationale, fierté nationale, spectacles télévisés de la fête nationale : on a appris des choses, je veux vous communiquer ça, parce que, moi, j'ai fait d'autres crédits puis je veux vous rapporter ce qui s'est dit.

Je suis allé dans la métropole et, là, j'ai appris qu'il n'y aura plus de spectacle télévisé de la fête nationale à Montréal. Mais, vous, c'est Québec, ce n'est pas Montréal, je passe vite là-dessus. Mais il n'y en aura pas plus à Québec, il va y en avoir un seul puis ça va être dans les régions du Québec. Ça a été à Trois-Rivières l'an dernier, c'est à Charlevoix cette année. Je ne sais pas s'il y a un tirage au caucus, là, sur les candidatures. Mais, dans le budget, page 253, c'est un spectacle.

Alors, moi, je pense que, votre collègue de la métropole, elle n'est pas de bonne humeur par rapport à ça, elle aurait aimé mieux le garder, elle ne veut pas qu'on dise : C'est sous notre gouvernement qu'on a perdu notre fête nationale télévisée, à Québec. Bien là, c'est la même chose qui arrive dans la Capitale-Nationale, ça fait que, vous, j'imagine que vous êtes contre ça?

Mme Guilbault : On a donné des budgets très importants pour la fête nationale, 6,8 millions, puis, là-dessus, il y a un 2,2... 2,25 qui va à Québec, donc...

M. Bérubé : Mais il n'y a plus de spectacle télé, c'est plate, hein?

Mme Guilbault : C'est important de soutenir adéquatement les fêtes, d'autant plus que, l'an dernier puis cette année, on est encore pris dans des versions, disons, handicapées, un petit peu.

M. Bérubé : Oui, mais ce n'est pas tout à fait ça que je dis.

Mme Guilbault : Mais, la fête nationale, c'est très important.

M. Bérubé : La fête nationale télévisée, à partir de Québec, en plus, on ne l'a plus, là.

Mme Guilbault : Bien, il y aura des fêtes nationales télévisées. L'important, c'est surtout de s'assurer qu'il y ait de l'argent pour pouvoir avoir des festivités, le député va en convenir avec moi, et, de l'argent, on en met, 6,8 millions, là, 6,8 millions.

M. Bérubé : Mais, le problème, ce n'est pas ça, Mme la Présidente. Il n'y a plus deux spectacles, Québec, ça n'existe plus, il n'y a plus de spectacle télévisé...

Mme Guilbault : C'est faux, il peut y avoir un spectacle à Québec, on met 2,25 millions.

• (16 h 50) •

M. Bérubé : Non, non, bien, je vous le confirme, la ministre nous a indiqué ça ce matin, en Culture, donc ni Montréal ni Québec, ça va être ailleurs. Donc, c'est une perte malheureuse sous votre leadership. Je sais que vous êtes contre ça, je sais que vous êtes nationaliste, mais quelqu'un a décidé, à la Culture, qu'il allait y avoir un spectacle.

Puis ils vont même négocier le producteur du spectacle, ils vont demander à Télé-Québec. Ça va loin, ils ont même demandé que le premier ministre ait une minute, au lieu de 30 secondes, en 2022, pour s'adresser au public. Ça, c'est les nouveautés de la gestion de la fête nationale. Je vous invite à en discuter avec la ministre de la Culture. Moi, ça m'inquiète, ça m'inquiète. Je ne sais pas ce qu'on veut faire avec la fête nationale, mais j'ai l'impression qu'on la politise davantage, et, ça, moi, ça ne me plaît pas. Alors, c'est pour votre information, vous savez, je vous dis ça comme ça.

Mme Guilbault : Mais, pour la vôtre, je vous rappelle qu'on a donné 6,8 millions pour s'assurer qu'on aura des festivités à la hauteur de l'importance de la fête malgré, malheureusement, les restrictions liées à la COVID.

M. Bérubé : Oui. Mais je vais être plus clair que ça : sous la CAQ, la Capitale-Nationale perd son spectacle télévisé pour un très bon bout, c'est ça, la vérité, et, ça, c'est une perte pour la Capitale-Nationale. On parle de rayonnement de la capitale, on l'a perdu, c'est dans la colonne des pertes. Je sais, quelqu'un va prendre, quelqu'un prend déjà des notes là-dessus, vous saurez me dire que j'ai raison là-dessus.

D'autres...

Mme Guilbault : On fera ensemble le bilan des gains de la Capitale-Nationale sous la CAQ en quatre ans, l'an prochain, vous allez voir qu'elle ne sera pas perdante.

M. Bérubé : Bien, tant mieux, mais, le contraire, c'est inquiétant parce que la barre était haute, là. Il y a eu... L'appui de la Capitale-Nationale à une formation politique n'est pas acquis, hein? Jusqu'en 2003, 10 comtés sur 11 étaient au Parti québécois, après, 10 comtés sur 11 étaient au Parti libéral, après, huit comtés sur 11 étaient à la CAQ, après, il y a eu une partielle dans Jean-Talon. On ne sait pas ce qui va arriver, mais il n'y a pas de mystère Québec, je pense que les gens se réservent le droit d'évaluer les positions, puis on ne sait pas ce qui peut se passer.

Aïe, on...

Mme Guilbault : Bien, vous avez tout à fait raison, c'est pour ça qu'il faut se forcer à travailler pour les gens, et qu'on fait des choses comme l'alliance économique, comme le projet de transport, qu'on va annoncer sous peu, comme énormément de beaux projets pour les citoyens.

M. Bérubé : Tant mieux.

La Présidente (Mme Boutin) : Il reste simplement une minute, donc j'aimerais ça que M. le député puisse poser une dernière question.

M. Bérubé : Bien oui, bien, j'aurais un autre bloc, mais je vais vouloir parler de l'Aéroport de Québec un peu plus tard, j'annonce mon préavis.

Je vais en parler, du port de Québec, hein? Le port de Québec, je peux régler ça très rapidement, hein? Il y a quatre ports, dans l'Est du Québec, qui appartiennent au gouvernement du Québec, Cacouna, Rimouski, Matane, Gaspé, rajoutez Québec, on va appliquer nos normes environnementales, on va y parler français puis on va arrêter d'apprendre... d'attendre après le gouvernement fédéral pour gérer l'infrastructure, qui est à nous. Le nationalisme de la CAQ, qui, jusqu'à maintenant, m'apparaît plutôt homéopathique, pourrait faire en sorte qu'une infrastructure aussi fondamentale que le port de Québec, dans la voie maritime du Saint-Laurent, appartienne au gouvernement du Québec. Et, si je peux compter sur l'appui de la ministre là-dessus, on aura fait un gain.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup, M. le député. Alors, on va maintenant céder la parole à Mme la députée de Saint-Laurent pour un autre bloc de 20 minutes.

Mme Rizqy : Merci beaucoup, Mme la Présidente. La semaine dernière, mon collègue le député de Marquette était en échange en crédits en matière de Transports. Il a tenté d'avoir des réponses concernant le troisième lien, il n'en a pas eu. Et, l'argument qui avait été soulevé par le collègue de la vice-première ministre, c'était : Bien, attendez, ça s'en vient, ça s'en vient, ça s'en vient. Et aujourd'hui j'entends la vice-première ministre dire qu'au fond c'est parce qu'on veut faire une annonce.

Pourquoi qu'il y a eu d'autres annonces qui ont été faites dans les derniers mois par le premier ministre? Lui, il ne s'est pas gêné de faire des annonces qui n'étaient pas en lien avec la pandémie, c'étaient des annonces économiques qu'il a faites. Est-ce que c'est un prétexte, au fond?

Mme Guilbault : Bien, justement, l'absence du député de Marquette me porte à croire que, les projets, tout à coup, de transport vous intéressent moins. D'habitude, elle se donnait la peine de le traîner avec elle. Mais...

La Présidente (Mme Boutin) : Mme la ministre...

Mme Rizqy : Wo! Mme la Présidente, j'aimerais intervenir.

La Présidente (Mme Boutin) : Non, c'est bon. Faites preuve de prudence, Mme la ministre, s'il vous plaît. Je vous inviterais à continuer.

Mme Rizqy : Non, mais c'est au-delà de souligner l'absence.

Une voix : Ah oui! C'est vrai. Non, j'avais oublié qu'on ne peut pas souligner l'absence.

Mme Rizqy : Ce n'est pas ça, c'est de traîner quelqu'un, c'est comme on ne traîne pas les gens.

Une voix : Exactement.

Mme Rizqy : Je ne sais pas où vous... le français, puis je sais que vous êtes très bonne en français, mais, de dire : De traîner quelqu'un, c'est quoi, cette désinvolture, vous êtes quand même vice-première ministre du Québec, hein?, on n'est pas dans une taverne.

La Présidente (Mme Boutin) : Bon, c'est bon. Je suis d'accord avec vous, on fait attention à nos propos et on ne mentionne pas l'absence d'un collègue. Alors, je vous inviterais à poursuivre pour ce bloc d'échange.

Mme Guilbault : Donc, tout ça pour dire que les projets de transport sont très importants. Je l'ai dit tout à l'heure, il y aura, incessamment, une très belle annonce à la suite de laquelle j'ai hâte de voir la députée de Saint-Laurent se réjouir d'une si belle et grande annonce pour notre Capitale-Nationale mais, en attendant, bien, je vais devoir faire appel à sa patience.

Mme Rizqy : Bien, O.K. Ça va faire presque trois ans.

Mme Guilbault : Quoique, quoique, quoique, attendez, j'ai tellement de stock ici. Regardez ça, je ne sais pas si elle avait vu ça, regardez ça : *Tramway : la couronne nord de Québec applaudit les changements. La révision du tramway et de la desserte régionale est bien reçue.* Et là nos préfets de la MRC de la Capitale-Nationale, je ne sais pas si elle les connaît, moi, oui — Jacques-Cartier, L'Ange-Gardien, Côte-de-Beaupré, après ça, j'ai qui, ici, Portneuf — tout ce monde-là se réjouit de la future annonce, ça fait qu'on ne peut pas être contre les gens de la Capitale-Nationale, quand même.

Mme Rizqy : Sauf vous autres. Bien, la personne qui est contre les projets, à part vous autres... C'est la première fois, dans l'histoire du Québec, qu'un projet de plus de 3 milliards de dollars n'a pas été annoncé par le gouvernement, qu'un vendredi, fin de journée, par communiqué de presse, un petit peu à la cachette, comme si on avait honte de dire qu'il y aura un tramway... Tantôt, avec le chef parlementaire du troisième groupe d'opposition, vous êtes dans l'incapacité de dire le mot «tramway», c'est comme si ça faisait mal dans votre bouche de dire le mot «tramway». Et, de dire : Ah! Bien, les préfets se réjouissent, il va y avoir quelque chose qui se passe, ça bouge pour la desserte des banlieues, tout le monde est content, quand ça bouge puis qu'il y a des investissements, on est tous contents.

Mais, des fois, je me pose pour de vrai la question : Est-ce que, vous autres, vous êtes contents? Parce que ça ne paraît pas, on dirait que vous boudez votre plaisir ou que le «No way, tramway» résonne trop encore dans votre esprit.

Mme Guilbault : Bien, Mme la Présidente, c'est précisément parce qu'on a fait évoluer le projet en collaboration avec la ville puis qu'on l'a énormément bonifié qu'on est capables d'avoir la réjouissance de nos préfets de la Capitale-Nationale, d'avoir le maire de Québec, qui, en passant, à la suite du communiqué auquel elle réfère, le vendredi après-midi, était bien content de pouvoir aller faire ses appels de propositions, donc le maire de Québec et les préfets des MRC de la Capitale-Nationale sont contents. Mais la députée de Saint-Laurent a l'air quasiment d'être en train de dire que tout ce monde-là est dans le champ puis qu'ils devraient être fâchés comme elle.

Mme Rizqy : Ah! non, non, non, moi, je ne suis pas fâchée.

Mme Guilbault : Bien là, Mme la Présidente, à un moment donné, il faut vivre dans le vrai monde, là, tu sais.

Mme Rizqy : Mme la Présidente, vous savez très bien, là, article 35, tu sais, on ne peut pas m'imputer à moi des émotions. Je ne suis pas fâchée, moi, je suis contente, je l'ai même dit, je l'ai verbalisé, que j'étais contente, puis j'ai même dit que...

Mme Guilbault : Bon, bien, tout le monde est content.

Mme Rizqy : Je sais que c'est difficile pour vous de ne pas couper la parole, mais c'est un exercice qui est souhaitable, justement, lorsqu'on veut avoir des bons échanges. Tantôt, d'ailleurs, votre collègue le répétait, le whip adjoint a dit : Là, c'est important de ne pas couper la parole. Des fois... Bien, je sais que vous ne pouvez quand même pas «whiper» votre vice-première ministre, ça serait vraiment drôle.

Mais, de façon plus sérieuse, mon propos était le suivant : Les préfets sont contents, le maire est content, mais, de votre côté, vous avez boudé de façon assez particulière votre plaisir, comme si vous n'étiez pas contents, vous n'êtes pas sortis, vous n'avez rien dit, vous n'avez même pas fait un tweet.

Mme Guilbault : Bien là, «pas fait un tweet», c'est faux, on a fait divers tweets au fil de l'affaire. Mais vous voyez mon sourire, là, s'il y en a qui peut-être ne voient pas, je ne sais pas quelle image on voit à l'écran en ce moment mais j'ai un large sourire depuis tout à l'heure. Quand on parle de ça, ça me démange, moi, d'aller annoncer ce projet-là avec mon collègue des Transports, avec notre premier ministre, fort probablement, avec mes collègues députés, mais, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, il y a une pandémie.

Mme Rizqy : Non, mais je comprends.

Mme Guilbault : Il y a une pandémie. Voulez-vous qu'on vienne débattre de la philosophie de l'état d'urgence au salon bleu pour savoir si, oui ou non, il y a une pandémie comme votre cheffe le suggère?

Mme Rizqy : Vous savez très bien que la question de ma cheffe était sur une reddition de comptes au salon bleu. Je sais que vous n'êtes pas familiers avec ça, à la CAQ, mais c'était quand même important, les redditions de comptes. Et, ça, cet exercice aussi est important. Je sais que vous ne voulez pas répondre puis, tantôt, vous avez été spectaculairement bonne avec votre patinage pour ne pas dire : Je suis contente qu'il y ait un tramway à Québec, on a compris, vous ne voulez pas aller là, vous n'êtes pas à l'aise là-dedans, on comprend votre réticence, c'est noté, on l'a tous compris.

Maintenant, parlons des dessertes de banlieue. Votre collègue présidente du Conseil du trésor a parlé, notamment, des employés qui sont fonctionnaires, puis la très grande majorité est en télétravail. Là, est-ce que vous avez fait des études? Est-ce que vous avez déjà commencé à discuter avec votre collègue la présidente du Conseil du trésor pour voir quelles sont les prévisions en matière de circulation à Québec, pour la Capitale-Nationale, considérant qu'elle, elle va faire un virage en télétravail, là?

Mme Guilbault : Bien, on a plusieurs discussions au sein du Conseil des ministres avec la présidente du Conseil du trésor, c'est une question qui est abordée parmi tant d'autres, mais là, évidemment, j'ai des discussions privées dont je ne rendrai pas compte ici. Mais, je veux dire, il y a plusieurs projets de transport collectif au Québec, il y a plusieurs projets de tramway, il y a le REM à Montréal, il y a toutes sortes de choses, est-ce qu'à ce compte-là la députée est en train de dire : Il ne faut plus faire de projets de transport collectif parce qu'il y aura sans doute, effectivement, un effet à long terme de cette pandémie-là? Mais, à un moment donné, il va y avoir un retour partiel au travail aussi. Ça fait que, si elle pense qu'on ne doit plus faire de développement puis de transport à cause de la pandémie, bien, là, effectivement, on n'est pas d'accord.

• (17 heures) •

Mme Rizqy : Mme la Présidente, de façon très respectueuse, je demanderais à la vice-première ministre d'arrêter de mettre des mots dans ma bouche. Je pose des questions pour savoir si elle a fait, de son côté, un minimum d'effort d'étude, alors, la question, ce n'est pas de savoir si je suis pour ou contre. Je vous demande si, vous, dans votre cheminement intellectuel, vous êtes allée avec votre collègue... Vous dites : Ah! ma collègue annonce qu'il va y avoir beaucoup de télétravail, est-ce que, par conséquent, le flux de circulation risque de diminuer? Par conséquent, est-ce que ça vaut la peine d'avoir un élargissement d'autoroute dans cet axe-là précis, surtout vers Charlesbourg, compte tenu du fait que le tramway, initialement, allait à Charlesbourg, puis là il n'y va plus?

Mme Guilbault : Oui, bien là, premièrement, sur les détails du projet, comme elle le sait puis que je l'ai dit abondamment, je ne peux pas, tu sais, rien confirmer ni infirmer parce qu'il y aura eu une annonce en temps et lieu. Deuxièmement, le télétravail, oui, mais ça va quand même... Puis je lisais un article récemment, là, des spécialistes : *L'automobile reprend ses droits, malgré la troisième vague*. On disait : «Le télétravail pourrait finalement n'avoir qu'un impact limité sur le trafic à long terme, selon des spécialistes.» Bon, qui dit vrai? Moi, je ne suis pas moi-même spécialiste, mais, regardez : «Plus de 80 % du trafic habituel est de retour malgré le télétravail et la troisième vague.» Ça, ça a été publié le 26 avril. On est le 6 mai. Ça fait que, tu sais, à un moment donné, Mme la Présidente, là, il faut comme se rendre compte dans quel monde on vit puis tenir compte des circonstances. On ne peut pas mettre sur pause les projets de développement puis de transport parce qu'il y a eu une pandémie.

Mme Rizqy : Bien, Mme la Présidente, justement, parce qu'il y a eu une pandémie, oui, ça nous appelle, tout le monde, à changer, puis ça nous appelle aussi à évaluer, évidemment, les impacts de la pandémie. Prendre acte du monde qu'on vit, c'est aussi prendre conscience que les effets de la pandémie vont rester puis nos comportements, même, vont changer, pour certains. Puis, oui, votre collègue, elle, elle est en train de travailler sur un chantier de télétravail. Alors, si vous me sortez un article de journal pour me dire : Ah! j'ai un article, le dossier est réglé, ça montre que votre analyse, là, grosso modo, si je comprends bien, ça passe par un journal, là, alors que c'est beaucoup plus important que ça, là. Il y a des gens qui sont spécialisés, puis notamment l'Université Laval, sur ce qu'on appelle les cartes de chaleur, puis regarder aussi les comportements puis faire des évaluations de prévision de feux de circulation.

Là, je vais poser une autre question : Allez-vous faire, pour la partie de desserte des banlieues, un BAPE?

Mme Guilbault : Le projet va suivre son cours. Bien, en tout cas, c'est parce que c'est difficile de répondre précisément à des questions qui présupposent des choses qu'on n'a pas encore annoncées dans le détail. Mais ce projet-là, ce vaste projet là de transport, dans son ensemble, va suivre toutes les procédures qui sont prévues normalement dans ce genre de projet là.

Mme Rizqy : O.K. Est-ce qu'ici il y a une obligation pour vous de faire un BAPE ou non? Pour cette portion-là de desserte, est-ce que vous avez l'obligation d'en faire une?

Mme Guilbault : Bien, comme j'ai expliqué, Mme la Présidente, il y aura un vaste projet de développement de transport... c'est-à-dire de transport et de mobilité durable pour la Capitale-Nationale, qui, comme tous les projets qu'on fait, va suivre toutes les étapes qui sont prévues.

Mme Rizqy : Je n'en doute pas. Mais moi, ma question est précise. Êtes-vous au courant si, oui ou non... La desserte qui a déjà coulé dans les médias, que vous n'avez pas niée, savez-vous si, oui ou non, ça, ça doit être soumis à un BAPE?

M. Lévesque (Chauveau) : Mme la Présidente, c'est parce que ce qu'on incite ici. C'est que la question a été posée, et à deux reprises elle a été répondue de la même manière. La ministre ne peut pas se prononcer précisément sans amener l'annonce future que le gouvernement fera. Alors, quand la réponse est demandée, il me semble qu'on doit prendre la parole de la ministre à cette étape-ci. Alors, la députée a posé sa question correctement, bien sûr, la réponse a été donnée correctement, mais on ne peut pas, à cette étape-ci, aller plus loin. Alors, moi, je vous demanderais, peut-être, qu'on puisse changer de registre sur la même question. Quand on répond trois fois, quatre fois, cinq fois la même réponse, bien, on perd du temps important à l'étude de crédits actuelle.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci, M. le député. Bien, je vous inviterais à peut-être reformuler votre question, là, mais ce n'est pas à moi d'apprécier la réponse.

Mme Rizqy : Ni d'apprécier la qualité de la question.

La Présidente (Mme Boutin) : Effectivement. Alors, je vous inviterais à poursuivre.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. Et je remercie le député de Chauveau de s'enquérir du précieux temps dont je dispose. Je vous remercie pour votre inquiétude soulevée. Par contre, mettons, allons-y de façon hypothétique, qu'il y aurait une desserte des banlieues avec des voies réservées, donc élargissement d'autoroutes, voies réservées. Cette portion-là, légalement, est-ce que c'est soumis à un BAPE? Moi, ma question : très simple, juste à le savoir.

Mme Guilbault : Bien, il y avait une étude de crédits du ministère des Transports. Je ne le sais pas, peut-être que la députée a oublié d'aller poser sa question là-bas, mais elle aurait pu le faire. Puis d'ailleurs c'est intéressant qu'elle me parle du BAPE, parce qu'il y a eu un BAPE sur le projet de tramway et je me souviens que le 5 novembre, quand le rapport du BAPE a été déposé, nous, la CAQ, avons dit : Il faut prendre ce rapport-là au sérieux. Il y avait des choses, des préoccupations quand même importantes soulevées dans ce rapport-là du BAPE. On s'est dit : Il faut travailler là-dessus parce qu'il faut tenir compte des recommandations du BAPE. Et le Parti libéral est parti, là, la députée de Saint-Laurent : Pourquoi vous faites niaiser le projet? Pourquoi vous n'allez pas de l'avant? Pourquoi vous tenez compte du BAPE? Pourquoi c'est long? Ça fait qu'on voit la façon dont ils ont accueilli le dernier rapport du BAPE. Donc, je suis étonnée, simplement, qu'elle me reparle du BAPE aujourd'hui. Par contre son collègue d'Outremont, Mont-Royal, je ne sais pas trop, lui-même disait : C'est normal que ça prenne un peu plus de temps, compte tenu du rapport du BAPE. Ça fait que peut-être juste s'entendre au caucus libéral.

Mme Rizqy : Je sais que vous êtes très bonne pour faire des raccourcis. Vous êtes même championne en titre. Je vais vous apporter une médaille la prochaine fois, inquiétez-vous pas pour ça. Ce n'est pas ça que j'ai dit, puis vous le savez pertinemment. Je vous invite un petit peu à la prudence.

Donc, je prends note que vous travaillez en silo avec votre collègue, le ministre du Transport. Vous n'êtes pas au courant, alors qu'il s'agit ici d'un projet qui est quand même majeur pour la Capitale-Nationale, là. Vous ne savez même pas si, oui ou non, la desserte est soumise à un BAPE ou pas. Vous ne le savez pas. Alors, tu sais, c'est un petit peu dommage, parce que, tu sais, la réponse, c'est que c'est non, puis là, après ça, c'est à vous de voir si, oui ou non, vous voulez vous donner cette norme. Alors, je ne sais pas si, pour vous, c'est important d'en faire un ou pas. Est-ce que vous êtes capable de vous engager à en faire un? Est-ce que vous avez un intérêt? Je vais même reformuler. Avez-vous un intérêt à faire un BAPE?

Mme Guilbault : Tous les détails qui concernent le projet sur lequel je ne peux pas me prononcer trop particulièrement aujourd'hui vont être annoncés en même temps que cette fameuse annonce qu'on attend tous avec grande impatience.

Mme Rizqy : Oui, mais c'est quand même commode, là.

Mme Guilbault : Et je travaille en étroite collaboration avec mon collègue des Transports, je peux vous en assurer. On est très proches, lui et moi, professionnellement.

Des voix : ...

Mme Guilbault : Ah! bien là, regardez, là, je ne suis pas responsable des mauvaises pensées que vous pouvez avoir. On est très proches parce qu'il pilote...

Mme Rizqy : Je tiens à souligner que je n'ai passé aucun commentaire.

Mme Guilbault : Non, mais c'est parce que c'est le député de Matane-Matapédia qui a l'air d'avoir des pensées impures, là.

Une voix : ...

Mme Guilbault : Je le dis au micro, là, hein? Moi, je n'ai rien dit. Ce que je veux dire, c'est que mon collègue ministre des Transports et moi sommes très proches par la force des choses, depuis deux ans et demi, parce que les projets de transport à Québec sont des projets très importants. Il y a beaucoup d'argent en jeu, il faut s'assurer de la meilleure desserte pour nos citoyens, et, de ce fait, c'est une évidence que lui et moi travaillons de très près.

Mme Rizqy : Bon, ce n'est peut-être pas une évidence pour tous, parce que le maire...

Mme Guilbault : C'est pour ça que je vous le dis, au cas où vous en douteriez.

Mme Rizqy : Bien, ce n'est pas moi que vous devez convaincre, c'est que, sur le terrain, ce n'est pas ça qu'on entend puis ce n'est pas ça qui est sorti. On se rappelle très bien des mots que le maire de Québec avait à l'égard du ministre du Transport, puis, par rapport à vous, c'était assez silencieux, et on ne vous a pas beaucoup entendue défendre les projets en matière de transport.

Et c'est un petit peu commode de dire qu'on a une annonce, puis, par conséquent, on n'a rien à dire, alors que vous connaissez, depuis plusieurs semaines déjà, que vous veniez aux crédits. Vous saviez qu'on allait vous poser des questions là-dessus. On a eu une interpellation puis on a posé ces questions. Alors, stratégiquement, vous avez tout intérêt à dire : Bien, on va mettre une annonce plus tard, comme ça, on va se présenter puis on va dire : Bien, on n'a rien à dire parce que l'annonce s'en vient, l'annonce s'en vient, l'annonce s'en vient.

Puis là, si on pousse un peu, on se dit : O.K., là, moi, je lui pose une question précise, là. Je comprends que vous ne savez pas si, oui ou non, ça prend un BAPE pour la desserte des banlieues, vous ne savez pas si vous allez faire une... si vous allez commander une étude ou pas pour mesurer l'impact de la pandémie. Au lieu de faire une étude, vous préférez lire un article du journal. Puis c'est correct, il n'y a rien là, tu sais, on a chacun nos devoirs, puis nos responsabilités, puis notre rigueur intellectuelle. Puis, après ça, vous ne voulez même pas vous engager à savoir si, oui ou non, ça vaut la peine pour vous d'exercer... de regarder si, oui ou non, ça donne la peine de faire un BAPE.

M. Lévesque (Chauveau) : Mme la Présidente, s'il vous plaît.

La Présidente (Mme Boutin) : Oui, M. le député de Chauveau, oui.

M. Lévesque (Chauveau) : On impute des motifs, on dit que le ministre n'a pas de rigueur intellectuelle.

Mme Rizqy : Ah! non, non, non.

M. Lévesque (Chauveau) : Honnêtement, ça dépasse un peu les bornes, sincèrement. Je la laisse aller depuis tantôt et je lui demanderais, s'il vous plaît, de faire attention à des propos. La ministre prend le temps de répondre de façon très directe en disant qu'il y aura une annonce. Elle doit limiter ses propos. C'est ce qu'elle nous dit depuis tout à l'heure. Tout comme elle, j'écoute cette commission et cette étude de crédits et, en toute sincérité, je trouve qu'on impute des motifs à la ministre présentement.

• (17 h 10) •

La Présidente (Mme Boutin) : Merci, M. le député de Chauveau. J'invite tous les partis, ici, tout le monde à faire preuve de prudence, à éviter les petites pointes. Je pense qu'on est capables de faire ça comme des adultes, tous ensemble. Alors, je vous invite à poursuivre.

Mme Rizqy : Bien, merci.

La Présidente (Mme Boutin) : Il reste presque cinq minutes.

Mme Rizqy : Bien, il n'y a pas de souci. Puis je tiens à souligner qu'au contraire on a chacun notre niveau de rigueur, et j'ai toujours dit que je la trouvais très intelligente, notre vice-première ministre. Alors, hein, vous êtes content? Parfait. Voilà, maintenant c'est dit.

Alors, maintenant, toujours en matière de transport, avez-vous un message réconfortant pour les gens de Saint-Roch qui sont inquiets par rapport au tunnel Québec-Lévis?

Mme Guilbault : Bien, premièrement, je veux revenir... Elle a fait un long palabre, là, à mon sujet, dit : Je ne la vois pas parler de ça. Moi, c'est drôle, depuis que ce soit l'interpellation, l'autre fois, on a passé deux heures,

ou maintenant, jamais je ne l'ai entendue se réjouir publiquement du fait qu'on avait réglé le tramway, jamais. Elle est toujours en train de se plaindre de d'autres affaires...

Mme Rizqy : Mme la Présidente, un petit appel au règlement. C'est que c'est faux. J'ai même tweeté pour féliciter, parce que, moi, j'étais contente pour vrai, contrairement à vous. Moi, je ne me suis pas défilée, je vous ai félicitée sur Twitter. Vous devriez peut-être me suivre de temps en temps, il y a des bonnes nouvelles sur mon fil Twitter.

La Présidente (Mme Boutin) : Bon. Je vous inviterais à poursuivre votre réponse, Mme la ministre.

Mme Guilbault : C'est vrai que je ne suis pas abonnée à son Twitter, je le reconnais. Mais par contre, donc, elle ne se réjouit pas de ça ici, en tout cas, du moins, ce soir. Je lui parle des préfets qui sont contents dans la capitale, ça ne l'intéresse pas; je lui parle du maire qui est satisfait de ce qu'on a passé au Conseil des ministres, ça ne l'intéresse pas. C'est juste étrange, Mme la Présidente. C'est étrange, ce double discours.

Mme Rizqy : Mme la Présidente, je fais un appel au règlement. Comme vous le savez, tantôt... on a un article, numéro 35, on ne peut pas m'imputer des affaires qui sont fausses. Tantôt, j'ai dit j'étais contente, je l'ai verbalisé, et là, maintenant, la vice-première ministre dit que je ne suis pas contente, alors que j'ai dit, puis je l'ai même tweeté, j'ai fait des entrevues pour dire que j'étais contente. Moi, je n'ai pas de malaise à dire : Je suis contente. Est-ce qu'elle, elle est capable de dire à micro ouvert : Je suis contente du tramway? Est-elle capable de le dire, mot pour mot?

Mme Guilbault : Bien, moi, je suis contente du projet qu'on va annoncer, ça va de soi, je le dis depuis tantôt. J'ai même dit, mot pour mot : Ça me démange d'enfin annoncer ça, qu'on puisse... Ah! puis regarde mon collègue de Chauveau qui opine du bonnet. Puis je suis certaine, bon, peut-être pas Mme la Présidente, qu'il est neutre ce soir. Mais, tu sais, on est neuf dans la Capitale-Nationale, sur 11 circonscriptions, neuf sont caquistes, et, sur les sept de Chaudière-Appalaches, les sept sont caquistes. Ça fait que toute la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches est emballé parce qu'on s'apprête à annoncer incessamment. Puis j'espère qu'on aura d'autres forums. Elle devrait me demander une autre interpellation après l'annonce. Ça pourrait peut-être être un rendez-vous avant la fin de la session parlementaire pour se reparler de ça. Mais, bref... mais là j'ai oublié la dernière question. Est-ce qu'elle peut me la poser?

Mme Rizqy : Savez-vous pourquoi vous l'avez oublié?

Mme Guilbault : Bien, parce que, là, on parlait d'autre chose.

Mme Rizqy : Comme d'habitude, parce qu'on vous pose une question précise...

Mme Guilbault : Des fois, nos pensées sont fugaces, parce qu'on pense à beaucoup de choses.

Mme Rizqy : Non, c'est moi qui parle. Le respect, on n'interrompt pas.

La Présidente (Mme Boutin) : ...un petit peu de respect. Là, le bloc semble un petit peu plus long. Je veux juste vous dire : C'est parce qu'on a des petits enjeux. On va récupérer le temps à la fin, là, mais essayez de vous laisser le temps de poser la question et de répondre. Puis, pour faciliter la chose, adressez-vous à la présidence, sinon je m'ennuie toute seule dans mon coin.

Mme Rizqy : Alors, je posais la question, parce que la vice-première ministre, je lui ai posé une question, elle a répondu de façon très large, et là elle me dit : J'ai oublié la question. Puis je lui demandais : Savez-vous pourquoi vous avez oublié ma question? Puis elle a dit : Bien, parce que je me hasardais à répondre. Elle n'a pas dit «hasarder», pardon, mais c'est ça pareil. Alors, ma question était — et je la reformule de façon très simple : Qu'avez-vous à dire aux gens de Saint-Roch pour les reconforter, puisque plusieurs d'entre eux sont inquiets par rapport au tunnel Québec-Lévis?

Mme Guilbault : Je les invite à suivre notre imminente annonce. Et là on parle bien du TQL et non du passage du tramway, là? Parce que, tu sais, je veux dire, le tramway, projet de la ville... ça reste un projet de la ville. Et notre futur projet de tunnel Québec-Lévis, qu'on gèrera le moment venu, évidemment, il y aura des démarches, des discussions qui entoureront ça une fois qu'il sera enfin annoncé. «Enfin annoncé», notons bien le mot «enfin annoncé». Et nous aussi on a hâte, là. J'espère qu'elle n'en doute pas, la députée de Saint-Laurent.

Mme Rizqy : Donc, je veux juste bien comprendre, parce que les inquiétudes sont existantes, elles ont été partagées à plusieurs reprises. Avez-vous quelque chose pour les rassurer, à ce stade-ci, ou absolument rien?

Mme Guilbault : Bien, je leur dis de suivre l'annonce le moment venu, et, par la suite, il pourra y avoir des discussions une fois que le projet sera annoncé.

Mme Rizqy : Donc, une fois que c'est annoncé, c'est advenue que pourra pour eux. Parce que, si vous l'annoncez sans nécessairement consulter, au fond, vous les mettez sur les faits accomplis. Vous n'avez pas quelque chose à proposer avant l'annonce?

Mme Guilbault : Bien, ça fait trois fois que vous me demandez si j'ai quelque chose à dire aux gens de Saint-Roch, et je vous le dis, ce que je dis aux gens de Saint-Roch c'est : Suivez l'annonce le moment venu et il nous fera plaisir de discuter avec vous une fois que l'annonce aura été faite. Je peux le dire une quatrième fois, mais...

Mme Rizqy : O.K. Est-ce que vous prévoyez, une fois que vous faites l'annonce...

Mme Guilbault : ...c'est comme ça que ça fonctionne dans la vie. Il faut être capable de communiquer avec les gens. La communication, c'est la clé.

La Présidente (Mme Boutin) : 20 secondes.

Mme Rizqy : Parfait. Ça, je suis tellement d'accord avec vous. Par contre, les gens de Saint-Roch ont exprimé, eux, leur inquiétude depuis maintenant deux ans et plus, et vous avez été hypersilencieuse, vous personnellement, alors que vous êtes responsable de la Capitale-Nationale. Votre objectif, là, c'est de communiquer. Vous avez un petit peu échoué.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup, c'est tout ce qu'on avait comme temps pour ce bloc. Alors, je vais maintenant céder la parole au député de Jean-Lesage, qui dispose de 11 min 35 s.

M. Zanetti : Merci, Mme la Présidente. Alors, je vais m'adresser à vous pour ce dernier bloc. Moi, j'ai l'impression que, si la ministre de la Capitale-Nationale ne dit pas clairement : Je suis pour le tramway, il va y avoir un article qui dit qu'elle n'est pas capable de dire : Je suis pour le tramway. Je vais lui donner une dernière chance, juste pour voir si ça marche. Puis on va voir si j'ai raison.

Mme Guilbault : Non, mais c'est faux, Mme la Présidente. J'ai dit, tout à l'heure : Je suis pour un projet de transport, celui qu'on va annoncer en l'occurrence, qui va inclure une partie tramway. Je ne sais pas comment il faut que je le dise autrement, là.

M. Zanetti : Bien, juste dire, mettons : Je suis pour le tramway.

Mme Guilbault : Je suis pour un projet de transport structurant qui va inclure une partie tramway. Voyons donc, là.

M. Zanetti : Parfait. C'est excellent. Non, non, mais c'est parfait.

Mme Guilbault : Ça m'étonne du député de Jean-Lesage, il me semble. Je ne pensais pas qu'il irait dans le même genre d'affaires que...

M. Zanetti : Bien non, je pense qu'on a notre...

Mme Guilbault : Remarquez que Parti libéral, Québec solidaire sont de plus en plus proches.

M. Zanetti : Ah! les petites pointes partisans.

Mme Guilbault : Mais ça, ça ne nous regarde pas.

La Présidente (Mme Boutin) : Mme la ministre, s'il vous plaît.

M. Zanetti : Maintenant, je pense qu'on a notre article. Je passe à un autre sujet. La semaine dernière, la députée de Taschereau, Catherine Dorion, et moi-même vous avons fait parvenir une lettre concernant le financement des organismes communautaires qui offrent des services aux victimes de violence conjugale puis aux personnes ayant des comportements violents. Je sais que vous êtes en charge, vous dirigez un comité ministériel pour lutter contre la violence sexuelle et conjugale, que votre gouvernement prend ça très au sérieux, et vous avez annoncé qu'il y avait des fonds. Alors, nous, ce qu'on a fait dans la Capitale-Nationale, ma collègue de Taschereau et moi, c'est qu'on a répertorié les besoins des organismes communautaires. On n'a pas eu des réponses de tout le monde, mais on a quand même fait un certain débroussaillage, et on vous a envoyé, donc, le décompte de ces besoins-là. Et donc le chiffre minimal qu'on a pour la Capitale-Nationale, c'est 1,5 million de dollars.

J'aimerais... Évidemment, c'est un chiffre minimal, il y a des organismes qu'on n'a pas pu avoir dans notre recensement, disons. Mais, tu sais, 1,5 million, mettons, là, on s'entend que, sur le budget du Québec, ce n'est pas grand-chose, puis par rapport à tout ce qu'on met ailleurs pour ce sujet-là. Moi, ce que j'aimerais savoir, c'est... j'aimerais avoir une assurance de votre part, de la part de la ministre, qu'il va y avoir au moins 1,5 million de dollars attribués dans la Capitale-Nationale aux organismes qui oeuvrent et qui donnent des services aux personnes victimes de violence.

Mme Guilbault : Oui, bien, Mme la Présidente, effectivement, j'ai fait une annonce. Parce que, là, quand il parle des organismes, est-ce qu'il parle des maisons d'hébergement, des organismes pour hommes, les organismes autres?

M. Zanetti : Tout ça.

Mme Guilbault : C'est parce que, c'est ça, il faut voir aussi, là. C'est très général, la façon dont il nous présente ça. Mais, de toute façon, le sujet est tellement important, je pourrais en parler longtemps, là, mais je ne veux pas gaspiller le temps du député de Jean-Lesage puis revenir sur toutes les annonces que j'ai faites. Mais 223 millions qu'on est allé chercher pour lutter contre la violence conjugale, et donc il y aurait effectivement assurément des sommes dans la Capitale-Nationale. Ces besoins-là vont être analysés au Secrétariat de la condition féminine, probablement en collaboration avec le MSSS, là, qui sont responsables, le PSOC, et tout ça. Bon, le député sait comment ça fonctionne, mais assurément qu'il y aura des sommes pour la Capitale-Nationale. Puis je le remercie d'ailleurs, avec sa collègue de Taschereau, de prendre ce sujet-là au sérieux, parce que ça nous tient à coeur, et puis...

M. Zanetti : Donc, ce n'est quand même pas risqué pour vous de dire que, sur les 220 quelques millions, il va y avoir au moins 1,5 million pour la Capitale-Nationale.

Mme Guilbault : Bien, c'est parce que ça serait encore une fois hasardeux. Possiblement qu'il y aura plus. Tu sais, je veux dire, il faudra voir, c'est parce que, je ne sais pas, la lettre, je ne l'ai pas, premièrement. Si vous l'avez puis la déposez, on pourrait la regarder ensemble.

M. Zanetti : Je vous l'ai envoyée, mais je peux la déposer, si vous voulez.

Mme Guilbault : Mais je ne sais pas de quels organismes on parle, je ne sais pas exactement leurs missions, je ne sais pas s'ils sont déjà inclus au PSOC, je ne sais pas ça dessert quels territoires, le nombre de clientèles. Tu sais, je n'ai aucune de ces informations-là, je ne peux pas me hasarder comme ça à répondre, là, des montants ou des choses qui ne sont pas analysés.

• (17 h 20) •

M. Zanetti : On a envoyé à la ministre les détails de tout ça la semaine dernière, mais, si... c'est ça, donc, mais, si vous avez des questions par rapport à ça, évidemment, on va être disponibles pour répondre à vos questions. Et puis je m'attends donc à un suivi de votre part. Je suis très content. J'aimerais beaucoup qu'on puisse avoir une réponse par courriel pour pouvoir faire le relais avec ces organismes.

Je voudrais aborder un autre sujet, la question du projet Laurentia. On a su hier que, finalement, les mesures de mitigation proposées par le port de Québec, elles n'ont pas passé le test des experts de l'environnement et que, finalement, ce qui est dit, c'est : Ce n'était pas un bon projet pour l'environnement, c'est toujours le cas, ce n'est toujours pas un bon projet pour l'environnement. Alors, moi, ce que j'aimerais savoir, c'est : Est-ce que vous allez tenir compte de ces avis-là dans votre décision de peut-être retirer votre appui à Laurentia?

Mme Guilbault : Bien, le projet Laurentia, comme le sait sûrement le député, est toujours en analyse, entre autres, au gouvernement fédéral. Donc, oui, ces évaluations-là qui sont faites ne sont pas faites dans le vide pour rien, là, c'est un peu comme les BAPE. Mais donc, oui, ça va être pris en compte.

Mais il reste que le projet Laurentia, sur le fond... c'est important de tenir compte de l'acceptabilité sociale, et tout ça, là, ça, on ne remet pas ça en question, mais, sur le fond, c'est un bon projet de développement économique, 1 000 emplois, un positionnement renforcé pour notre Capitale-Nationale puis pour tout le Québec sur l'échiquier international du transport maritime, des facilitations pour importer des matières premières, exporter des marchandises. Donc, il y a énormément d'avantages nets à ce projet-là en termes de développement économique, dans la mesure où on s'intéresse au développement économique, ça va de soi.

M. Zanetti : Depuis les années 70, il y a 60 % des populations d'animaux sauvages qui ont disparu. Je ne sais pas comment qu'on va dire ça à nos enfants : Ah! c'est beau, les oies blanches. Oui, il y a 60 % des populations des animaux sauvages qui ont disparu. Pourquoi? Bien, on n'a pas fait attention, tu sais, puis il y avait des projets de développement économique puis on trouvait ça bien important. Puis là, un sacrifice après l'autre, il y a des espèces qui ont disparu, puis des populations entières qui ont disparu. Puis, plus ça va, pire c'est, puis on n'a pas mis le pied sur le frein. Pourquoi?

Le projet Laurentia, là, ça vise des choses bien nobles peut-être, et les conséquences que ça va avoir, là, c'est de détruire encore l'habitat sauvage du bar rayé, de toute une population. Le bar rayé dans le fleuve, qu'on a réintroduit dans le fleuve parce qu'il avait disparu, là, à coup de millions de dollars d'argent public, et là on va le détruire et il n'y a pas de mesure de mitigation pour ça, comme il n'y a pas de mesure de mitigation pour le 60 % des animaux sauvages qui ont disparu. On peut parler des gaz à effet de serre, il y a beaucoup de choses à dire par rapport aux impacts négatifs de Laurentia, mais est-ce que, selon la ministre de la Capitale-Nationale, c'est acceptable de détruire cette population-là de bars rayés?

Mme Guilbault : Bien, Mme la Présidente, comme j'ai dit, il y a des évaluations environnementales en cours. On les respecte, on les suit. On va attendre les résultats, je l'ai dit tout à l'heure. Nous, on pense que c'est un bon projet en termes de développement économique. Mais, bon, où loge QS sur l'importance du développement économique, disons, pour être polie, que ce n'est pas toujours clair. Mais, pour nous, le développement économique doit être concilié avec les préoccupations environnementales. Ça, pour nous, c'est très, très clair. Il faut quand même

rappeler que ce projet-là serait entièrement électrifié, là, avec une faible empreinte carbone, etc. Donc, il y a un souci environnemental qui est immanent au projet. Mais, tu sais, ce n'est pas à moi, comme politicienne, ou à quelqu'un ici, dans la salle, à se substituer aux instances indépendantes qui font les évaluations environnementales qui sont en train de se faire.

M. Zanetti : Si les évaluations environnementales concluent que ce n'est pas bon pour l'environnement, est-ce que vous allez retirer votre appui?

Mme Guilbault : Est-ce qu'on aurait dû renoncer au tramway à la suite du rapport du BAPE en novembre dernier?

M. Zanetti : On peut parler du rapport du BAPE si vous voulez, mais c'est sans commune mesure, parce que le rapport du BAPE émettait des questions, disait : Il faut approfondir certaines affaires. Mais, quand on regarde l'impact du tramway sur la mobilité durable, sur la réduction des GES et sur l'environnement, globalement et à long terme, c'est positif, et puis le projet structurant de tramway, il ne va pas éradiquer une population de bars rayés qu'on a réintroduite dans le fleuve au moment où, depuis les années 70, il y a 60 % des populations d'animaux sauvages qui sont disparus. Alors, ma question c'est : Est-ce que ça vous fait quelque chose, la disparition du bar rayé? Puis est-ce que, si on vous dit : Pas moyen de faire Laurentia sans les exterminer, vous allez retirer votre appui à Laurentia?

Mme Guilbault : Il y avait quand même des constats importants dans le rapport du BAPE sur le tramway.

M. Zanetti : Est-ce qu'on peut parler de Laurentia, s'il vous plaît?

Mme Guilbault : Bien, c'est parce qu'à un moment donné on ne peut pas, dans un projet, dire : Ce n'est pas important le BAPE», puis, dans l'autre, dire : On n'a pas encore les résultats environnementaux, mais il faudrait déjà mettre un frein au projet.

M. Zanetti : Je dirais qu'on a demandé un BAPE sur Laurentia, et vous n'avez pas voulu en faire. Votre ministre de l'Environnement a dit : Il n'est pas question qu'on fasse d'évaluation environnementale sur Laurentia. Alors, j'en veux bien, moi, un BAPE sur Laurentia, et je suis d'accord et je serai bien content.

Il y a des évaluations du côté du Canada, puis elles ont rendu leur verdict. Dans un premier temps, elles ont dit : Ce n'est pas bon. Le port a demandé une extension pour faire ses preuves, donner des mesures de mitigation. Ils ont analysé ça, ils ont dit : Ce n'est pas mieux. On le sait, là, la réponse. Alors, vu que ce n'était pas bon puis que ce n'est pas mieux, est-ce que vous allez retirer votre appui à Laurentia, ou vous allez sacrifier le bar rayé?

Mme Guilbault : J'ai déjà répondu qu'il y a des évaluations environnementales en cours. Il appartient à l'administration portuaire de Québec de faire des aménagements au projet, de le bonifier de manière à être capable de satisfaire les instances chargées d'évaluer le projet. Ce n'est pas un travail de politicien de faire ça. Moi, ce que je vous dis, comme membre d'un gouvernement qui veut créer de la richesse au Québec, c'est que, sur le fond, c'est un bon projet en termes de développement économique mais qu'il faut pouvoir concilier avec les préoccupations environnementales incontournables en 2021.

M. Zanetti : La question n'est pas compliquée.

Mme Guilbault : Ça me semble quand même assez clair comme réponse.

M. Zanetti : La question n'est pas compliquée. Si, là, toutes les évaluations disent : Ça va sacrifier le bar rayé, allez-vous quand même donner votre appui à Laurentia? Ce n'est pas compliqué.

Mme Guilbault : On va attendre les évaluations, on en prendra connaissance et on vous donnera notre appréciation par la suite.

M. Zanetti : Donc, il n'y a aucune garantie. Donc, peu importe le résultat, ça se peut que vous appuyiez Laurentia, c'est un fait, c'est ça que vous me dites aujourd'hui.

Mme Guilbault : Je viens de dire qu'on va prendre connaissance des rapports quand ils nous seront soumis, des conclusions, des recommandations, puis on va en tenir compte, comme on a fait avec le rapport du BAPE que vous avez été prompts à vouloir mettre sous le tapis en disant : Allez de l'avant avec le tramway, faites comme si le BAPE n'existait pas. Venant de QS, c'était assez bizarre.

M. Zanetti : Comment pouvez-vous ne même pas être capable de dire, alors que, depuis les années 70, 60 % des animaux ont disparu à cause de la pression de l'homme...

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup. Malheureusement, c'est tout le temps qu'on avait. Je suis vraiment désolée de vous interrompre de manière aussi cavalière. Nous revenons vers l'opposition officielle pour un bloc de 20 minutes. Mme la députée de Saint-Laurent, allez-y.

Mme Rizqy : Merci beaucoup. Je sens que mon collègue aimerait bien terminer sa question, mais, bon, de toute façon, je doute qu'il aurait eu une réponse différente.

Pour terminer sur le volet qui était par rapport aux gens de Saint-Roch, j'aimerais savoir : Une fois qu'il y aura l'annonce, est-ce que la ministre peut s'engager à avoir, d'entrée de jeu, un espace pour que les gens de Saint-Roch puissent discuter avec vous?

Mme Guilbault : Il y aura des discussions, assurément. Et c'est un projet qui est piloté par le ministère des Transports, donc en collaboration étroite avec mon collègue des Transports, comme je le disais tout à l'heure. Nous allons nous assurer de mener ce projet-là adéquatement, en relation étroite avec notre communauté de la Capitale-Nationale et de la Rive-Sud, et de la Rive-Sud, très important, c'est un projet pour l'est du Québec, le tunnel Québec-Lévis.

Mme Rizqy : Mais vous avez quand même lu, là, les différentes inquiétudes qui ont été soulevées. Vous n'avez pas fait nécessairement de démarches à ce jour pour les rencontrer. Vous prévoyez faire une annonce, puis vous êtes quand même la responsable de la Capitale-Nationale. C'est des gens qui vivent ici. Puis je comprends que c'est un chapeau que vous portez, que vous travaillez de façon conjointe avec le ministre du Transport, qui n'est pas responsable de la Capitale-Nationale, qui ne vit pas à Québec, qui, lui, évidemment, compte sur vous pour entendre les préoccupations des gens de Québec, puis d'offrir une tribune. Moi... Est-ce que vous prenez aujourd'hui l'engagement, soit de les rencontrer avant l'annonce, ou à tout le moins, là, d'avoir une option, là, pour eux?

• (17 h 30) •

Mme Guilbault : Le travail d'un ministre régional, c'est d'avoir du leadership, d'être capable de faire atterrir des projets et de rallier les gens de sa communauté autour d'un projet. C'est exactement ce que j'ai fait avec le projet de transport structurant, en collaboration étroite avec mon collègue des transports, et c'est la même démarche qu'on va opérer pour le projet de tunnel Québec-Lévis.

Par contre, avant d'en avoir fait une annonce plus détaillée, il m'est difficile de donner plus de détails. Ce que je dis et que je redis, c'est que moi, contrairement à la députée, j'habite effectivement à Québec. Je sais très bien de qui et de quoi elle parle, et que jamais aucun projet ne va voir le jour à Québec sans qu'on ait pris la peine de l'enraciner et de le vulgariser adéquatement avec les gens qui vont vivre avec, et j'inclus les gens de Chaudière-Appalaches et de tout l'est du Québec, parce que ce sera, de fait, un projet national, mais qui va vraiment toucher les gens de tout l'est du Québec, pas juste Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, là. Tu sais, parce que la députée, elle s'est déclarée pour le troisième lien avec le maire de Lévis. Encore là, je ne sais pas si son caucus est au courant, mais ce n'est pas toujours clair non plus, parce que la façon dont elle s'exprime sur le sujet, ce n'est pas clair qu'elle est heureuse d'avoir ce projet-là.

La Présidente (Mme Boutin) : ...prudence, Mme la ministre.

Mme Guilbault : Bref...

Mme Rizqy : Moi, ma question portait sur les gens de Saint-Roch. Alors, c'est bien beau qu'on me dit que les gens de Chaudière-Appalaches vont être bien contents, puis que c'est un projet qui va être enraciné. Je n'en doute pas, parce que le tunnel va être pas mal souterrain, donc il a besoin d'être pas mal enraciné. Mais il n'en demeure pas moins que ça fait quand même un certain temps que les gens de Saint-Roch essaient, là, de se faire entendre. Puis généralement c'est que, quand on veut qu'un projet soit bien enraciné puis qu'il ait un appui, on discute avec les gens en amont et non pas en aval.

Alors, c'est pour ça, je suis un petit peu surprise qu'on me dit : Attendez l'annonce. Puis de dire qu'un ministre régional, son rôle, c'est de faire preuve de leadership puis de dire : Ah! bien oui, on a livré le tramway... que j'ai livré le tramway, la vérité, c'est que c'est le bureau du premier ministre qui a repris le projet, parce que ça avait vraiment déraillé. Alors, on ne peut pas non plus réécrire le passé. À la fin de la journée, il y a quand même un premier ministre qui est sorti pour dire : Je m'en occupe, je ramène ça à mon bureau, puis finalement il y a eu une entente, que j'ai soulignée publiquement, parce que j'aime ça, moi, des fois, des bonnes nouvelles.

Alors là, je comprends que pour les gens de Saint-Roch... En fait, non, je vais reposer ma question : Qu'est-ce que vous prévoyez pour les gens de Saint-Roch? Ça fait déjà plus de deux ans qu'ils vous disent qu'ils sont inquiets. Est-ce qu'il va y avoir un forum pour eux? Est-ce que vous prévoyez, là, un mécanisme, si jamais votre annonce, finalement, contrairement à vos attentes à vous, eux ne sont pas contents? Si jamais eux ne sont pas contents, c'est quoi, les options pour eux?

Mme Guilbault : Je pense que ça fait quatre ou cinq fois que je répète la même réponse, mais je vais le refaire encore. Pour quelqu'un qui ne veut pas perdre de temps, je trouve que la même question revient souvent, mais je vais le redire. Une fois qu'on aura fait l'annonce, on va s'assurer d'avoir les communications nécessaires avec la communauté qui sera porteuse, entre autres communautés, de ce très beau projet de tunnel Québec-Lévis.

Mais, je trouve, la députée a une drôle de mine en parlant de ça. Son précédent premier ministre Couillard, lui, il avait au moins le sourire, à défaut d'avoir fait avancer le projet, au moins il souriait en en parlant. Et là c'est comme si le Parti libéral est mal à l'aise avec le troisième lien puis essaie de trouver, tu sais, des façons... On ne l'a même pas encore annoncé puis on dirait qu'ils ne sont déjà pas de bonne humeur, tu sais, on pourrait au moins s'enthousiasmer un peu. Je lui ai dit que c'est imminent, l'annonce, là, attendons l'annonce.

La Présidente (Mme Boutin) : Bon. Madame... Mme la ministre... Mme la députée, on peut continuer sur les questions?

Mme Rizqy : Bien, je pense, c'est important de rappeler les gens, des fois, à l'ordre.

La Présidente (Mme Boutin) : Je l'ai fait il y a à peu près 30 secondes, là, je viens de le faire...

Mme Rizqy : Oui, mais je pense qu'elle ne comprend pas...

La Présidente (Mme Boutin) : ...puis je pense que j'aimerais qu'on continue l'intervention. Il reste 14 minutes au bloc.

Mme Rizqy : Je comprends que la vice-première ministre ne le réalise pas, mais il me semble qu'il y a quand même des gens qui nous écoutent, puis je me mets à la place des gens qui nous écoutent à la maison ou peut-être au travail. Déjà qu'il y a assez... beaucoup de cynisme en politique, puis qu'à la dernière élection c'est une personne sur trois qui est restée à la maison, il me semble qu'une des bonnes façons d'intéresser les gens, c'est que, quand on a une question qui vise justement une population ciblée, les gens de Saint-Roch, bien, au lieu de s'attaquer, à savoir si j'ai souri ou pas souri quand j'ai posé ma question, au lieu de s'attaquer à mon apparence physique, à savoir si je souris suffisamment à son goût... Si elle n'aime pas mon sourire, bien, O.K., c'est correct, là, désolée, vous n'aimez pas mon sourire. Une fois qu'on a dit ça, est-ce que les gens de Saint-Roch peuvent avoir une réponse? Finalement, je comprends qu'il n'y en aura pas, de réponse, mais, à tout le moins, laissez tranquille mon sourire.

La Présidente (Mme Boutin) : Je pense que je comprends très, très bien votre point, puis je pense que Mme la ministre a quand même répondu à la question. Moi, ce n'est pas à moi d'apprécier, maintenant, la réponse. Vous pouvez la reposer si vous voulez. Je ne pense pas que la réponse va changer.

Mme Rizqy : Vous avez raison. Vous, votre rôle, c'est de vous assurer que l'article 35, à un moment donné, soit respecté. Puis, si on s'attaque à mon sourire ou l'absence de sourire, à mon physique, à un moment donné, il faut intervenir.

La Présidente (Mme Boutin) : Mais je l'ai mentionné et j'ai mentionné à Mme la ministre de faire preuve de prudence. Maintenant, on peut continuer.

Mme Rizqy : O.K.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci.

Mme Rizqy : Bon, le troisième lien, avez-vous une idée des coûts? Parce qu'on a entendu, là, dans les radios de Québec, là, qu'on est rendu à 6,5 milliards, vous l'avez entendu tout comme moi. Est-ce que c'est ça?

Mme Guilbault : Bien, la collègue ne sera pas étonnée de m'entendre dire : Suivez l'annonce en temps et lieu.

Mme Rizqy : Mais vous, vous le savez, dans vos cartons.

Mme Guilbault : L'annonce va avoir lieu. Mais, tu sais, Mme la Présidente, là, je me rappelle une élection partielle dans Jean-Talon, il n'y a pas si longtemps, où QS a essayé de jouer ça sur un référendum troisième lien, ils ont perdu. Et c'était un comté libéral depuis 60 ans que la CAQ a gagné. Ça fait que je pense que les projets que la CAQ a mis sur la table sont appréciés à Québec. Et j'invite encore une fois ma collègue de Saint-Laurent, si elle veut essayer de se rapprocher de Québec, puis je comprends que c'est ça qu'elle essaie de faire de son lointain Montréal, bien, je l'invite à embarquer dans l'enthousiasme ambiant pour les projets qui sont sur la table, tout en étant patiente puis en attendant l'annonce.

Mme Rizqy : Est-ce que vous aimez Montréal?

Mme Guilbault : Oui. Mais, je veux dire, géographiquement, Montréal est à 267 kilomètres de Québec, c'est tout ce que je dis. On ne va quand même pas remettre ça en question ici ce soir, là.

Une voix : ...

Mme Guilbault : Hein?

Une voix : C'est un manque d'enthousiasme.

Mme Guilbault : Bien non, mais on adore tous Montréal. Montréal, c'est le coeur économique. Mais, je veux dire, on ne peut pas faire semblant que la députée de Saint-Laurent siège à Québec puis a une circonscription à Québec alors qu'elle a une circonscription à Montréal. C'est tout ce que je dis.

Mme Rizqy : Donc, vous, dans votre tête, là, une personne qui vit quatre jours-semaine ici, ce n'est pas suffisant.

Mme Guilbault : Ce que je dis, c'est que sa circonscription n'est pas dans la Capitale-Nationale puis que peut-être... puis qu'elle ne demeure pas ici en permanence, contrairement à moi qui demeure ici en permanence.

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, je m'excuse de vous interrompre, puis c'est rare, je sais que, dans une étude de crédits, la pertinence, c'est très, très large, mais là je pense qu'on s'écarte un petit peu des crédits budgétaires.

Mme Guilbault : Bien, je répondais à la question.

La Présidente (Mme Boutin) : Alors, j'aimerais ça vous entendre vraiment poser des questions sur les crédits, parce que là...

Mme Rizqy : Non, mais moi, ça me fait toujours un petit peu sourire, les gens qui attaquent la résidence de quelqu'un alors que même le premier ministre n'habite pas dans son comté, on va être honnêtes. Alors, tu sais, on peut s'attaquer à mon adresse, mais il n'y a personne, personne, dans aucun parti, qui peut dire : Ah! regardez, moi, je suis là, là, là... Non, ça fait qu'on... Alors, je ne sais pas si la vice-première ministre est au courant, mais ça n'empêche pas que le premier ministre, il peut parler pour les gens de L'Assomption à partir d'Outremont, là. Ça fait que, maintenant qu'on a dit ça, moi, ma question, je comprends...

La Présidente (Mme Boutin) : Et je suis d'accord avec vous. Je pense même que, dans les 125 députés, je pense que la plupart connaissent quasiment plus Québec maintenant parce qu'ils passent quatre jours-semaine à Québec. Mais maintenant on parle un petit peu de crédits. Merci.

Mme Rizqy : Puis on aime Québec. Alors là, de façon plus sérieuse, est-ce que vous avez une limite pour le troisième lien, au niveau d'un prix? Parce que, par exemple, si vous le permettez...

Mme Guilbault : Il y aura une annonce. Allez-y.

Mme Rizqy : Le troisième lien, je n'ai pas entendu un chiffre maximum. Tramway, là, c'était clair, il ne fallait pas que ça dépasse 3,3 milliards, c'était fini, vous l'avez capé. Là, maintenant, troisième lien, est-ce que c'est 6 milliards, la limite? Est-ce que c'est 8 milliards? Est-ce que c'est 10 milliards, la limite?

Mme Guilbault : Très bientôt, la députée aura une réponse à sa question. Et je lui dis d'avance, par souci pour son temps à elle, que, si elle me pose plusieurs fois la question en essayant toutes sortes de montants, j'aurai toujours la même réponse et je vais lui demander d'être patiente. Mais elle peut me demander, là, 20 fois la même question, si elle le souhaite, ça va me faire plaisir de répondre 20 fois la même chose.

Mme Rizqy : Non, mais ce n'est même pas une question au niveau du coût, c'est vous, là, personnellement, quand on administre les fonds publics, à un moment donné, il faut aussi se mettre des limites, de dire : Si jamais...

Mme Guilbault : Il faut être responsable.

Mme Rizqy : Exact. Ça, j'aime ça, être responsable. Bon, alors, justement, je suis convaincue que vous, vous avez dû dire : Voici le budget, voici la capacité des gens à payer, voici nos besoins. Si jamais, d'aventure, ça coûte plus cher, bien, ça se peut qu'on est obligés de se mettre une certaine limite. Est-ce que ça, aujourd'hui, vous êtes capable de nous dire quelle est la limite pour dépenser pour le troisième lien?

Mme Guilbault : On va faire le tunnel Québec-Lévis, un projet pour tout l'est du Québec, au meilleur coût, un projet très important.

Mme Rizqy : Est-ce que je dois comprendre qu'il n'y en aura pas, de limite?

Mme Guilbault : J'ai dit : On va faire ce projet très important au meilleur coût, et je vous invite à suivre l'annonce, quand elle aura lieu. Et, si par la suite vous avez d'autres questions, on pourra y répondre.

Mme Rizqy : Moi, c'est juste que je trouve ça particulier parce que le troisième lien, de ce que je comprends, il n'y a pas de plafond, mais le tramway, il y en avait tout un, là, alors qu'on parlait quand même d'un réseau structurant. Là, ici, vous n'avez aucun plafond à me dire.

Mme Guilbault : Bien, la députée peut formuler les hypothèses qu'elle veut sous forme de questions, ou autres, moi, ce que je lui dis, et c'est au micro, c'est qu'on va faire ce projet-là, qui est très important pour l'est du Québec, au meilleur coût, et que, le moment venu, c'est-à-dire très bientôt, elle aura plus de détails sur le projet.

• (17 h 40) •

Mme Rizqy : Je trouve ça juste surprenant parce que vous nous avez montré, tantôt, le tableau... en fait, le cahier des propositions que vous aimez. En plus, vous m'avez dit avec beaucoup de fierté : Il est même en couleur. Bien oui, tant mieux qu'il soit en couleur, on aime ça, en couleur. Mais vous avez dit aussi, une des trois conditions pour le tramway, c'était : Il ne faut pas dépasser le cadre financier, il ne faut pas dépasser le cadre financier, c'était vraiment très, très, très important.

Alors, je me pose la question suivante : Pourquoi que, pour le tramway, c'était important d'en faire une, des trois conditions, puis que là, aujourd'hui, vous n'êtes pas capable de me dire s'il va y avoir une... des conditions similaires pour le tramway pour le troisième lien, puis dire : À ce niveau-là, malheureusement, ça dépasse la capacité des contribuables, on n'ira pas là? Ou ça se peut aussi que vous n'avez pas fait l'exercice de dire : Bien, finalement, on n'a pas fait l'exercice, on n'a pas, en ce moment, de plafond. Puis moi, c'est une réponse, là, je vais accueillir votre réponse, je vais dire : O.K., on n'a pas fait l'exercice, on ne sait pas c'est quoi, notre capacité maximale à aller pour le troisième lien. C'est correct si vous ne l'avez pas.

Mme Guilbault : Bien, Mme la Présidente, elle pourra suivre l'annonce le moment venu, mais ce que je peux peut-être préciser puis qui est intéressant, qui va me permettre de faire un lien avec le tramway, c'est que ce qu'on fait surtout, c'est qu'on attache le financement du projet. Parce qu'une des choses qui étaient hautement déficientes avec le tramway... Tu sais, la députée puis son parti se vantent d'avoir toujours voulu un tramway, puis ils ont fait ça un peu n'importe comment à leur époque, en disant : Ça prend un projet. Ils n'ont jamais attaché le financement du tramway. Puis aujourd'hui ils ont l'audace de dire : Aïe! Le tramway, le tramway. Ils ont négocié une mauvaise entente avec le fédéral, l'EBI, qui nous condamnait à 400 000 \$ à Québec, 400 000 \$. Elle se vante d'aimer Québec : J'habite à Québec quatre jours-semaine, c'est important, c'est beau, Québec. Est-ce qu'elle pense que 400 000 \$, c'est réaliste pour faire un projet qui a de l'allure à Québec? Là, je vois qu'elle fait mine de faire autre chose, là...

Une voix : ...

Mme Guilbault : ...mais 400 000 \$ pour un projet structurant... On est allé chercher 1,2 milliard. On a été obligé de tout repatenter ça avec Montréal pour aller chercher plus d'argent parce que le précédent gouvernement libéral s'était résigné à priver Québec de sommes décentes. Tout ça pour dire qu'on ne fera pas la même erreur que les libéraux avec le tunnel Québec-Lévis et qu'on va attacher convenablement le financement, et les détails seront connus en temps et lieu.

Mme Rizqy : Un autre beau raccourci. Vous savez que, quand il y a une transition entre deux gouvernements...

Mme Guilbault : Plus un détour.

Mme Rizqy : Je sais, on va y arriver, arrêtez de découper la parole, on va y arriver, d'ici la fin des crédits, on travaille là-dessus, on a tous des points à améliorer dans la vie, j'en suis convaincue, c'est correct, et évidemment personne n'est parfait.

Alors, pour la question du raccourci, vous savez très bien que, dès qu'il y a un changement de gouvernement, évidemment, il faut terminer le travail, c'est normal. Donc, désolée, si vous n'êtes pas contents d'avoir été élus, mais une fois que vous êtes élus, bien, oui, il y a des dossiers qu'il faut terminer une fois qu'ils sont annoncés, ça arrive, ça s'appelle une transition. Puis, si on avait été élus, qu'est-ce que vous pensez qu'on aurait fait? On aurait réglé le dossier, puis probablement plus vite, puis probablement qu'on serait sortis avec une bonne annonce en bonne et due forme. On n'aurait pas boudé un plaisir d'annoncer un projet de plus de 3 milliards de dollars. Parce que, là, je vous le dis, c'est assez surprenant de ne pas l'avoir fait.

Alors là, je veux juste savoir, tantôt, vous avez dit, dans votre réponse, fin de réponse, vous avez dit : Nous, inquiétez-vous pas, on va bien attacher nos affaires. Alors, j'ai une question, parce que, la semaine dernière, on apprenait en Environnement qu'ils n'ont eu aucune demande de faire une étude environnementale pour le troisième lien : Est-ce que vous pouvez expliquer?

Mme Guilbault : Mme la Présidente, je vais revenir sur la première partie, là. Quand elle ose dire : C'est normal de finir le travail, la mauvaise entente a été signée en juin 2018, juste avant l'élection. Ce n'est pas une question de finir le travail, vous veniez de nous emprisonner dans cette mauvaise entente là.

Mme Rizqy : Emprisonner, calmez-vous, là.

Mme Guilbault : Ça fait qu'on ne peut pas dire, trois mois après : C'est à vous à venir la défaire, puis à la déconstruire, puis à trouver un deal. Voyons donc, c'est de la malhonnêteté, ça, madame... c'est de l'inexactitude, au minimum, il faut quand même le dire au micro, là.

Mme Rizqy : Nous, on est capables, rapidement, d'aller chercher de l'argent du fédéral, et...

Mme Guilbault : Juin 2018. Vous avez signé une mauvaise entente en juin 2018, elle le sait très bien, et là on dirait qu'elle fait semblant de ne pas le savoir.

Mme Rizqy : Ah! non, non, je ne fais pas semblant de ne pas le savoir. Non, mais attendez...

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, on reprend une respiration.

Mme Rizqy : Non, mais je trouve ça quand même particulier.

La Présidente (Mme Boutin) : Maintenant, on va laisser le temps à Mme la députée de Saint-Laurent de poser sa question, puis ensuite vous allez y répondre.

Mme Rizqy : Non, mais je trouve ça vraiment particulier. C'est comme si la vice-première ministre n'est jamais capable de juste être capable d'être précise. Puis faire une attaque à chaque fois, moi, je trouve ça déconcertant. Puis très franchement, je ne sais pas si elle sait, là, mais... puis je vais faire une parenthèse parce que je pense, c'est important, les gens n'aiment pas le crêpage de chignon, mais vraiment pas, ce n'est pas de la bonne télé. Puis sincèrement, c'est que, quand je vous pose une question, tu sais, vous deviez... En tout cas, j'ai fait ma parenthèse, puis vous, vous l'avez faite aussi, Mme la Présidente, je vous remercie.

Ma question qui est très précise, en espérant que je vais avoir une réponse : La semaine dernière, aux crédits avec le ministre de l'Environnement, on a appris qu'il n'y avait pas eu de demande d'étude environnementale pour le troisième lien, est-ce que ça, vous êtes capable de l'expliquer, pourquoi il n'y a pas cette demande?

Mme Guilbault : Il y aura une annonce sur le troisième lien le moment venu avec tous les détails. Et, si, par la suite, la députée a d'autres questions, il nous fera plaisir, à mon collègue des Transports et moi, d'y répondre.

Mme Rizqy : Bon. Écoutez, là, c'est un petit peu malaisant, là, c'est parce que les crédits, même s'il y a une annonce, on va dire, dans une semaine ou deux semaines, on ne sait pas quand est-ce qu'il va y avoir une annonce, là, mais on prépare un troisième lien, là, c'est quand même un tunnel important avec des conséquences majeures, puis il y a quand même un calendrier à respecter, parce que le député de La Peltrie a dit qu'il démissionnait si jamais il n'y avait pas une première pelletée de terre. Alors, moi, j'essaie de sauver aussi le siège du député de La Peltrie, là, quand même.

Une voix : Il est nerveux.

Mme Rizqy : Il est très nerveux. Alors là, le député de La Peltrie, là, pensez à lui, là, dans votre réponse, là, est-ce que vous êtes capable de le rassurer parce que...

(Interruption)

Mme Rizqy : Désolée, là, ce n'est pas moi qui a le fou rire, c'est en arrière de moi. Le député de La Peltrie, lui, là, il doit commencer à être un petit peu nerveux parce que si... Je pense que je vais prendre une pause. Désolée. Désolée. Le député de La Peltrie... Vous devriez arrêter de me faire rire, messieurs, ce n'est pas... Le député de La Peltrie a quand même mis son siège en jeu, là, puis le temps passe quand même assez rapidement puis...

(Interruption)

Mme Rizqy : Là, c'est le chef de l'opposition... le troisième groupe d'opposition. Alors, grosso modo, oui ou non, va-t-il y avoir une étude environnementale en 2021?

Mme Guilbault : Il y aura une annonce en temps et lieu. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise d'autre? Je l'avais prévenue d'avance que ce serait la même réponse si elle me pose la même question tout le long. Mais par la suite ça me fera plaisir d'y répondre, puis je lui ai même suggéré de demander une autre interpellation sur la Capitale avant la fin de la session pour qu'on puisse rediscuter.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci infiniment pour ce bloc d'échange très divertissant. Maintenant, je cède la parole au député de troisième opposition. M. le député de Matane-Matapédia, vous disposez de 12 minutes.

M. Bérubé : Merci, Mme la Présidente. La barre est haute. La barre est haute. Alors, j'ai entendu la ministre dire que le troisième lien, c'était un projet pour l'est du Québec. Je n'ai jamais entendu quelqu'un dans l'est du Québec dire ça. Même l'ancienne ministre responsable du Bas-Saint-Laurent n'a jamais dit ça. Il y aurait une façon que ça soit... Un projet pour l'est du Québec? Une autoroute qui s'allonge vers l'est, un bateau qui traverse vers le nord, un train qui quitte la gare puis qui arrive dans notre région, puis des autobus qui arrivent à l'heure. Ça, c'est des projets pour l'est du Québec. Le troisième lien n'est pas un projet pour l'est du Québec, c'est un tunnel électoral qui vise essentiellement à répondre à des attentes largement répandues par une radio où les membres du gouvernement ne vont plus. Ça, c'est ce que je pense. Alors, c'est l'enjeu électoral de la CAQ. Moi, je n'en parle pas beaucoup parce que c'est entre eux et leur électoral. Alors, ils se sont engagés, ils disent qu'ils vont faire la pelletée terre à temps, les gens jugeront. C'est légitime, c'est leur engagement électoral. Mais il est faux de dire que c'est un projet pour l'est du

Québec. Moi, les camionneurs que je connais, ils ne disent pas : Hé! c'est bon pour nous autres, là, à Saint-Vianney. Non, je n'ai pas entendu ça. Je veux corriger ça.

Ports et aéroports, donc deux infrastructures très importantes. Le port de Québec, quant au projet Laurentia, on a les mêmes oppositions que d'autres quant à l'environnement. C'est le coût d'opportunité, c'est ce que ça te rapporte versus ce que ça te coûte, et on croit que ce n'est pas un projet qui est viable. On trouve que c'est un projet qui est sous la férule du gouvernement fédéral. Si on veut un projet mobilisateur, qu'on demande la rétrocession du port de Québec à Québec, au même titre que les quatre ports qui font partie d'une société du gouvernement du Québec depuis peu. Ça, ça serait mobilisateur. Ça, ça serait une bonne reprise d'une infrastructure importante.

Je veux parler de l'environnement. Moi, je veux parler de la sécurité nationale... ministre de la Sécurité publique. Il y a plusieurs enjeux, là, il y a des voyants jaunes, voire rouges, là. Le premier opérateur mondial de terminaux portuaires, c'est Hutchison Port Holdings, qui est situé à Hong Kong, et c'est un territoire sur lequel la Chine a beaucoup resserré son emprise récemment. Il y a des enjeux géopolitiques. Il y a des craintes importantes du gouvernement fédéral quant à la sécurité nationale. Je veux savoir si la ministre responsable de la Capitale-Nationale, responsable de la Sécurité publique est préoccupée par cette dimension de la sécurité nationale.

Mme Guilbault : On a plusieurs discussions. Parce qu'il y a des discussions privées, il y a des discussions publiques sur ce projet-là. J'ai toujours fait grand cas de la confidentialité des discussions privées que j'ai, tant avec mes collègues qu'avec des gens qui portent des projets, etc., parce que c'est important de le respecter. Et donc il appartient... je vous dirais, il appartient à l'administration portuaire puis au gouvernement fédéral dont elle relève de s'assurer de mettre en place des conditions sécuritaires pour ce projet-là. Donc, dans ce sens-là, oui, je suis préoccupée par la sécurité du projet, ça va de soi, pas seulement comme ministre de la Sécurité publique, mais je veux dire, on a envie que les projets soient sécuritaires, et ça fait partie des choses, je présume, qui sont analysées par le gouvernement fédéral. Mais, à ce stade-ci, on en est à l'évaluation environnementale et on va attendre de voir les conclusions.

• (17 h 50) •

M. Bérubé : Donc, je présume que le gouvernement du Québec a posé des questions au gouvernement fédéral, qui est le maître d'oeuvre, pour s'assurer que ça ne soit pas, je dirais, une menace pour notre territoire avec l'arrivée de ce partenaire. Est-ce que c'est ce que je comprends, qu'il y a des échanges avec Ottawa et Québec sur cet enjeu-là très précis de la sécurité nationale au port de Québec?

Mme Guilbault : Il y a des échanges, oui. J'ai rencontré M. Girard du port de Québec avec le premier ministre il y a quelque temps, et j'ai régulièrement des conversations avec divers ministres fédéraux, notamment M. Duclos, qui est notre ministre fédéral à Québec, et le projet Laurentia est régulièrement à l'ordre du jour.

M. Bérubé : O.K. Enjeux environnementaux, enjeux de sécurité nationale, voire même enjeux économiques. Est-ce que ça rapporte tant que ça? Je comprends que le gouvernement y tient, au même titre qu'il tenait à GNL Québec jusqu'à tant que la réalité le rattrape et se rende compte que c'était un mauvais projet, quoiqu'il ne l'a pas totalement abandonné. C'est son choix. Il plaide pour ce projet. Il y a une opposition quand même assez importante à Québec, de gens sensés, de citoyens, de chercheurs, d'environnementalistes, de commerçants aussi qui trouvent que ça ne vaut pas la peine, mais le gouvernement y tient, donc il doit assumer qu'il y a des enjeux majeurs. En environnement, il n'y a personne de rassuré, et en sécurité nationale, c'est un enjeu qui pointe aussi.

Moi, je maintiens que la ministre devrait, comme ministre responsable d'une région, faire preuve de leadership, et je le répète à nouveau, je termine ce bloc avec ça, demander à ce que le port de Québec appartienne au gouvernement du Québec, au même titre que les quatre autres ports. C'est du leadership. Moi, du leadership régional, je n'en avais pas dans ma région, mais je souhaite qu'il y en ait dans la Capitale-Nationale sur cet enjeu-là.

Je veux parler de l'aéroport de Québec. Et il y a un article qui est paru récemment, il y a quelques jours, qui parlait des enjeux de développement. Évidemment, il y a une baisse de l'achalandage avec la pandémie, c'est évident. Et il y a un certain nombre de projets de développement, je vais en nommer quelques-uns — je vais retrouver l'article, là — et voir qu'est-ce qu'on peut faire, le gouvernement du Québec, ou comment on peut plaider pour améliorer notre infrastructure. Donc, parmi les infrastructures du plan stratégique : optimiser la zone d'achalandage, consolider la desserte aérienne régionale, construire un centre de fret aérien intermodal, aménager un parc aéroportuaire, mettre en place un centre de prédédouanement américain. Alors, on indique qu'on va demander aux gouvernements du Québec et d'Ottawa, qui vont être invités à investir des dizaines de millions de dollars.

Je veux savoir : Est-ce qu'il y a des dossiers qui sont propres au gouvernement du Québec ou ils sont tous en partage entre Québec et Ottawa? Est-ce qu'il y a des demandes qui visent spécialement le gouvernement du Québec pour ce qui est de l'aéroport de Québec, Jean-Lesage?

Mme Guilbault : Oui, bien, l'aéroport a un plan de développement, un plan de déploiement en cinq phases. Il est en situation très critique. Il faut quand même rappeler, puis il l'a fait, le député, puis je suis contente, puis je vais le faire aussi, là, l'aéroport relève du fédéral. Donc, les aéroports qui se retrouvent dans des situations critiques en ce moment à cause de la COVID devraient être aidés par le gouvernement fédéral. Ça, ce sera la première étape.

Deuxième chose, il y a effectivement ces projets-là. Nous, on s'entretient régulièrement avec l'aéroport, on appuie leur projet. Je leur ai donné, moi, près de 400 000 \$ pour pouvoir aller de l'avant avec... bien, il y a un plan de relance post-COVID, je leur ai donné 327 000 \$, je pense. Et je leur ai donné un autre montant pour un plan pour le développement... parc aéroportuaire, que le député a mentionné. Il y a aussi une autre belle annonce qui s'en vient

sur... Quand je dis : Je leur ai donné, c'est avec mon secrétariat, là. Et il y a une belle annonce qui s'en vient, que je ne peux pas dire tout de suite, là, c'est ça que je validais, ce n'est pas encore annoncé, mais ça va l'être sous peu, une belle somme.

Encore là, quand l'aéroport vient nous voir, ils sont tributaires du fédéral. Tu sais, nous, on est bien volontaires, et on est présents, et on joint l'action aux intentions, mais il faut que le fédéral fasse sa part aussi, ça va de soi.

M. Bérubé : Bien sûr, c'est de juridiction fédérale, mais il y a des demandes qui s'adressent à Québec, d'ailleurs vous en financez quelques-unes. C'est le cas dans d'autres aéroports au Québec. C'est le cas à Mont-Joli, par exemple, dans ma circonscription. C'est de voir à s'assurer que le gouvernement fédéral ne se libère pas de ses obligations pour que Québec en mette plus, c'est souvent le cas qui arrive.

Donc, j'en arrive au rapport de force qu'on aura avec le gouvernement fédéral, avez-vous commencé à faire une liste des enjeux fédéraux qui sont importants pour vous, en cette année de potentielle élection fédérale, pour la Capitale-Nationale? Il est de tradition que le maire puisse faire ça, mais que la ministre régionale puisse faire ça, je trouve que ce serait approprié.

Mme Guilbault : Tout à fait, on a des discussions régulières. J'ai évoqué tout à l'heure que j'avais... je parlais souvent avec notre ministre à Québec, M. Duclos, lui-même a souhaité qu'on se parle plus souvent, qu'est-ce que ça veut dire, on ne le sait pas, mais tant mieux, et j'ai un ordre du jour assez garni à chaque fois. Mais là-dessus j'aimerais ça en profiter, parce que je sais que le député aime beaucoup la culture, puis je suis certaine que lui a été excité par... la semaine dernière, les nouvelles sur un éventuel très beau projet qui s'en viendrait l'an prochain à Québec, les Mosaïcures, sur lequel je suis en train de travailler.

M. Bérubé : Ah! bien oui, je connais très bien.

Mme Guilbault : Et, quand on parle rapport de force, et tout ça, là, il a fallu effectivement aller chercher l'appui du fédéral, l'appui de la ville. Et donc, en tout cas, là aussi, il y aura une annonce, mais ça sent très bon. Et, tu sais... tout à l'heure, là, une ministre régionale, il faut que ça ait du leadership, une vision, il faut avoir des projets puis être capable de les faire atterrir. Ça fait que ça, dans un contexte de relance post-COVID 2022, quand on va avoir besoin de gros événements puis d'affaires pour, tu sais, redonner à Québec son caractère hyperactif puis vivifiant, bien, ça, c'est un beau projet.

M. Bérubé : Mais tout ce que vous avez dit, là, des caractéristiques d'un leadership, là, dans une région, là, ça, ça m'excite, j'aimerais ça avoir ça dans ma région. Si vous avez un ou une collègue qui est prêt à relever le défi, le poste est disponible. Ceci étant dit...

Mme Guilbault : Bien là, on parle de la Capitale-Nationale, donc, moi, j'aspire à fonctionner comme ça, comme ministre régionale. Et, quand des projets fonctionnent...

M. Bérubé : On est d'accord.

Mme Guilbault : ...comme celui des Mosaïcures, on peut tous s'en exciter.

M. Bérubé : Je connais bien les Mosaïcures parce que... bien, vous le savez, j'ai tweeté là-dessus, quand j'étais ministre du Tourisme, on a eu celles de Montréal, puis on plaidait déjà pour que Québec les accueille. C'est un événement fantastique, si on est capable pas juste d'attacher le financement, mais d'obtenir la candidature, c'est un événement majeur. Les plus vieux se souviendront qu'en 1980 le gouvernement de M. Lévesque, du Parti québécois, avait obtenu les Florales, qui était énorme comme manifestation culturelle avec les fleurs. Donc, je souhaite sincèrement que Québec puisse remporter cet événement et puisse le tenir en 2022.

Je reviens sur le rapport de force. Québec est un territoire divisé au plan électoral, hein? Il y a des députés du Parti libéral du Canada, il y en a deux. Il y a des députés du Parti conservateur. Il y a des députés du Bloc québécois aussi, il y en a deux. Alors, aucune des formations ne peut prendre Québec pour acquis. Moi, je pense qu'une demande très concrète des enjeux fédéraux, ça serait intéressant pour que les partis s'engagent. Et moi, en tout cas, je serais prêt, là, comme porte-parole de la Capitale-Nationale... moi, ça fait 14 ans que j'y vis à temps partiel à Québec, je serais prêt, moi, à en faire la promotion, de ça, que les candidats puissent s'engager. C'est important.

Parce que, vous savez, c'est la moitié de nos taxes et de nos impôts qu'on envoie à Ottawa. Moi, j'aurais bien plus confiance si vous gériez 100 % de nos taxes et de nos impôts. J'aurais confiance. Vous seriez capable. Ça, c'est ambitieux puis c'est excitant, tu sais, tu dis : Là, je gère pas mal d'affaires...

Mme Guilbault : Oui, bien là, je pense, c'est là qu'on prend des chemins différents, là. Si on va vers un référendum sur la souveraineté, je pense qu'on s'écarte du sujet.

M. Bérubé : Non, non, non, ça s'appelle prendre en main sa vie collective, tu sais, c'est-tu... Ça dépend. Aimez-vous mieux habiter un appartement ou une maison, être propriétaire ou locataire? Moi, j'aime mieux être propriétaire.

Mme Guilbault : C'est peut-être des discussions que vous devriez essayer de ressusciter avec votre collègue de Québec solidaire. Peut-être que le flirt marcherait mieux cette fois.

M. Bérubé : Ressusciter? Bien, il y a plein de gens dans votre formation politique qui croient ça, puis, si ce n'était pas de conserver leur job, ils vous en parleraient plus, je suis sûr de ça. Je les connais. Bon, il n'y en a plus chez vous, à ce que j'ai entendu, mais il y en a ailleurs.

La Présidente (Mme Boutin) : Je vous remercie. Je vous remercie infiniment pour ce bloc d'échange. Nous allons maintenant terminer avec le dernier bloc d'échange. Mme la députée de Saint-Laurent, vous disposez de 15 min 50 s.

Mme Rizqy : Merci. Alors, ça va être un peu plus court, cette fois-ci. On a eu l'occasion...

Une voix : ...

Mme Rizqy : Bien oui, c'est encore moi, M. le député. On a eu l'occasion, la dernière fois qu'on s'est parlé... À l'interpellation, je vous ai glissé un mot, je vous ai demandé d'avoir une attention particulière pour les enjeux de sécurité, vous m'aviez dit... vous alliez regarder ça, par rapport au projet Laurentia. Est-ce que vous avez eu l'occasion de vous y pencher?

Mme Guilbault : Sur les enjeux de sécurité du projet Laurentia? Bien, comme je viens de répondre, j'ai diverses discussions. On en a entre nous au gouvernement, ici, j'en ai plusieurs avec le gouvernement fédéral. Mon collègue de l'Économie et du Transport... mes collègues de l'Économie et du Transport en ont aussi avec leurs vis-à-vis. Et il y a plusieurs sujets qui sont abordés. Mais évidemment que, là, il y a des choses qu'on ne peut pas comme ça dire, là, il faut respecter la confidentialité des échanges et la délicatesse de certains enjeux.

Mme Rizqy : Ah! mais il y a quand même des articles qui existent déjà dans les journaux, là. Donc, moi, je tiens pour acquis que, oui, vous lisez les journaux. Vous, personnellement, quels sont les principaux enjeux?

Mme Guilbault : Dans le projet Laurentia?

Mme Rizqy : Non, au niveau de... oui, projet Laurentia de façon plus précise, au niveau de la sécurité, quels sont les enjeux que vous avez identifiés?

• (18 heures) •

Mme Guilbault : Bien, les enjeux du projet Laurentia... Bien, sur la sécurité, je l'ai dit, il y a des conversations privées. Il appartient à l'administration portuaire, en collaboration avec le fédéral, dont elle relève, de s'assurer de l'aspect sécuritaire du projet, là, ça va de soi, comme n'importe quel autre projet, là, et donc, c'est ça. Mais, le projet Laurentia, je veux dire, moi, je l'ai dit, sur le fond, c'est un bon projet, mais il faut s'assurer de son acceptabilité, il faut s'assurer de le concilier avec les préoccupations environnementales incontournables, il faut s'assurer de son aspect sécuritaire, ça va de soi, on l'a dit. Mais, sinon, c'est 1 000 emplois, c'est un terminal électrique, c'est des conteneurs, qui, s'ils ne viennent pas ici, vont aller ailleurs, là. Ça fait que, tu sais, je veux dire, à un moment donné, l'import-export de marchandises, je pense, la députée de Saint-Laurent, elle, comprend le développement économique, elle sait que c'est important, elle sait que c'est bon pour nos entrepreneurs. Il y a plein de municipalités puis d'entrepreneurs qui ont signé des lettres ouvertes, qui ont appuyé le projet d'une manière ou d'une autre.

Ça fait que, tu sais, il y a un filon, il y a un filon évident dans ce projet-là, mais il appartient au port de bien le ficeler, de bien le bonifier pour être capable de tenir compte des enjeux qui se rattachent à ce projet-là.

Mme Rizqy : Oui, mais, le port, il est ici, là, au Québec, sur notre territoire à nous et ici aussi, de façon plus précise, à Québec, sous votre leadership à vous. Et non seulement vous êtes vice-première ministre, ministre responsable de la Capitale-Nationale, mais vous êtes aussi ministre de la Sécurité publique. Alors, c'est pour ça que, la dernière fois, quand on s'est parlé, j'attirais votre attention puis je vous ai dit : On va s'en reparler. Dans ma tête, moi, ça vous donnait en masse de temps d'aller lire, de vous enquêter sur la situation puis de me revenir puis me dire : Bien, finalement, on a réfléchi, puis voici nos inquiétudes puis voici aussi nos revendications. Parce qu'on ne peut pas tout simplement dire : Bien, le port... en d'autres mots, puis je ne veux pas mal vous paraphraser, mais, tu sais, «se gouverner», là, c'est sûr que vous avez une responsabilité ministérielle de vous assurer que d'autres paramètres, dès lors qu'il est question de sécurité nationale, soient respectés, puis qu'au niveau du Québec c'est sûr que... Surtout, tu sais, je m'excuse mais on a failli l'échapper avec les... je ne veux pas dire les «baleines gonflables», là, les Flying Whales, là. Mais, tu sais, c'est Ottawa qui a rattrapé le coup, ça n'a pas été Québec qui a rattrapé le coup.

Mme Guilbault : Bien, on en est tout à fait conscients, c'est ce que je dis depuis tout à l'heure, ça fait partie des discussions qu'on a, c'est des discussions... Ce projet-là, on le connaît de fond en comble et on avait des discussions sur ce projet-là probablement bien avant que la députée de Saint-Laurent ait lu les articles auxquels elle fait référence, là. Tu sais, il ne faut pas penser que... Nous autres, on ne pense pas à ça depuis hier, là, alors on est là-dessus depuis longtemps. Mais il reste que c'est un projet piloté par le port de Québec, donc c'est à eux à bonifier le projet, tu sais, ce n'est pas à nous, ici, là, à venir dire : Fais ci, fais ça. Il lui appartient de faire évoluer son projet d'une manière telle où il va être capable de satisfaire les divers enjeux qui sont soulevés à tous les niveaux.

Mme Rizqy : Mais, c'est quoi, vous, les balises que vous êtes prêts à mettre de l'avant?

Mme Guilbault : Je ne comprends pas la question.

Mme Rizqy : Bien, vous dites d'une part que le port de Québec doit s'arranger, mais, vous, c'est quoi, les balises que vous allez mettre de l'avant? C'est quoi, vous, là, vos standards minimaux à respecter en matière de sécurité nationale?

Mme Guilbault : Bien, il y a des évaluations qui sont faites par des agences dont c'est l'expertise, de le faire, ça fait que ces instances-là vont faire un travail, puis, je veux dire, s'il y a un problème, tantôt, on parlait de l'environnement, elles vont nous faire des recommandations. Je pense que je ne comprends pas la question.

Mme Rizqy : O.K. Bien, c'est que, généralement, tu sais, disons... Prenons l'exemple avec Flying Whales. A posteriori, c'est là que vous avez réalisé qu'il y avait un problème de sécurité nationale, puisqu'Ottawa a dit : Wo! Une seconde, vous êtes allés trop vite, il y a eu une annonce puis il n'y a pas eu de vérifications qui ont été faites a priori, avant de faire l'annonce. Alors, une fois que, par exemple, une bévue arrive, généralement, tu sais, on se concerte, on dit : O.K., cette fois-ci, ça n'a pas bien fonctionné, comment qu'on peut prévenir les prochaines fois, puis on se fait, au fond, des balises ou, si vous préférez, des règles de conduite à l'interne, de s'assurer : Voici les questions que, nous, on veut poser, voici nos revendications québécoises, puis... Parce que, là, c'est sûr, vous l'avez dit, c'est de juridiction fédérale, mais vous avez quand même un mot à dire, là. Moi, j'ai confiance que vous êtes capable de dire, là, à table, moi, j'ai confiance en vous, vous allez dire : Moi, une seconde, là, le Québec, là, il y a telle, telle affaire, que, pour nous, c'est important, connaître, par exemple, les véritables actionnaires, s'assurer d'avoir, par exemple, les différentes études, par exemple, en Israël, où est-ce qu'ils ont été interdits, savoir pourquoi. Est-ce que vous allez avoir accès à ces échanges-là avec Ottawa?

Mme Guilbault : Comme je l'ai dit, on a plusieurs échanges, qui, entre autres, touchent les aspects de sécurité, qui touchent d'autres choses aussi, mais il faut quand même respecter la confidentialité de certains échanges. Mais il va de soi, quel que soit le projet, que sa dimension sécuritaire est toujours un énorme souci pour le gouvernement. Est-ce que la députée est contre le projet Laurentia aussi?

Mme Rizqy : Pourquoi vous dites «aussi»?

Mme Guilbault : Bien, parce que je ne la sens pas particulièrement enthousiaste au troisième lien, ça fait que je me demandais si c'est la même chose pour Laurentia.

Mme Rizqy : Bien, la différence, c'est que, moi, dès qu'il y a quelque chose de concret, c'est là que je m'excite. Mais, quand qu'on fait des pourparlers pour nous dire qu'une annonce s'en vient, une annonce s'en vient, une annonce s'en vient, c'est comme quand on me promet du chocolat puis qu'on ne livre jamais le chocolat à ma porte, ça commence à me tanner. Puis, moi, je suis une personne qui adore le chocolat, donc, les bonnes annonces, je les aime plutôt tôt que tard, alors c'est pour ça que, tu sais, mon enthousiasme, il fond, là, à chaque fois que vous dites : Une annonce s'en vient. Puis là je fais : O.K., une annonce s'en vient, puis, tu sais, je me dis : Bien, coudon, là, la préparation de la ministre a été assez simple aujourd'hui, ça se résume à : Une annonce s'en vient, tu sais, comme... Tu sais, j'ai fait : O.K., j'ai compris, je me suis même fait un mémo, j'ai compris le message, là.

Alors, vous pouvez retirer le «aussi». Mais je vous garantis que, quand vous allez faire une annonce, mon enthousiasme va être au rendez-vous, ça, c'est... je vous le garantis.

Mme Guilbault : Donc, elle est contre, si je comprends bien, moins le «aussi».

Mme Rizqy : Non, je ne suis pas contre, au contraire. Bien là, non, non, moi, j'aime ça, les projets économiques, vous le savez.

Mme Guilbault : Une chance qu'il y en a qui travaillent au développement économique de notre capitale, hein?

Mme Rizqy : Ah! vous n'êtes pas la seule, puis il y a eu du développement économique bien avant votre arrivée, heureusement, parce que, si on avait attendu avec vous, on aurait eu des baleines gonflantes, hein, détenues par je ne sais pas trop qui.

Alors, pour revenir, maintenant que je sais qu'il n'y a pas eu trop de suivi en matière de sécurité nationale à part des pourparlers, puis vous n'avez pas envie d'émettre aucune opinion par rapport à vos réserves, je comprends qu'on va passer au prochain sujet parce que le temps file.

La dernière fois aussi, on s'est parlé de la tête des ponts. C'était, dans votre cahier, bien coloré, dans les trois annonces principales pour la Capitale-Nationale, la tête des ponts. Je vous ai dit que, depuis, il n'y a pas grand-chose qui est sorti. Alors, aujourd'hui, avez-vous une annonce à faire?

Mme Guilbault : La tête des ponts était déjà au PQI, et il y aura des travaux qui vont débiter en 2022.

Mme Rizqy : O.K. Alors, pourquoi qu'on a entendu des échos de 2031? Est-ce que c'est juste une information erronée qui circule?

Mme Guilbault : Non, bien là, ça ne sera pas l'entièreté du projet livré en 2022. J'ai dit «débuter en 2022», qui est la semaine prochaine.

Mme Rizqy : O.K. Qu'est-ce qui va débiter en 2022?

Mme Guilbault : Des travaux autour des avenues des Hôtels et Lavigerie. Je ne sais pas si la députée est rendue à connaître toutes ces rues-là.

Mme Rizqy : Oui, oui, ça m'intéresse.

Mme Guilbault : Non, non, mais, je veux dire, les rues.

Mme Rizqy : Oui, oui, moi, ça m'intéresse.

Mme Guilbault : Bon, bien, tant mieux, tant mieux.

Mme Rizqy : Puis, oui, savez-vous quoi, en plus, pendant que vous parlez...

Mme Guilbault : Donc, elle voit d'où je parle.

Mme Rizqy : Bien, en plus de ça, il y a un outil extraordinaire qui s'appelle Google Maps, c'est fort en titi, ça.

Mme Guilbault : Non, mais là, c'était une occasion de faire semblant que vous connaissez par coeur les rues de Québec et non les Google-mapper, là, c'était ça, le piège.

Mme Rizqy : Bon. Mais, savez-vous quoi, il y a des gens qui sont très bons pour faire semblant de parler à travers leur chapeau, je leur réserve le droit, moi, je préfère être honnête et dire la vérité.

Mme Guilbault : Bien, c'est un beau coin, c'est dans Jean-Talon.

Mme Rizqy : Alors, allez-y, donc, continuez, alors : C'est quoi, les différentes phases, 2022, de façon plus précise, pour la tête des ponts?

Mme Guilbault : Non, bien, c'est ça, là, on a jumelé avec... parce qu'il y avait les travaux pour arrimer les projets de transport collectif de Lévis et de Québec, et là, on a fait en sorte de tout rapatrier ça avec les projets généraux, et donc, c'est au PQI. C'était déjà au PQI d'ailleurs. Mais, 2031, moi, c'est parce que, là, moi, j'ai entendu une autre année que ça, avant 2021... 2031. Pardon. Mais, l'important, c'est que les travaux débiteront l'an prochain.

Mme Rizqy : Bien là, vous me gardez sur ma faim. Bien là, vous avez entendu une autre année que 2031, mais vous n'osez pas le dire?

Mme Guilbault : Ce sera avant 2031, ça, je peux vous dire ça, et, début des travaux, 2022.

Mme Rizqy : Vous étiez bien partie, là, Mme la ministre, vous étiez bien partie. J'ai senti, quand vous vous êtes redressée sur votre chaise : Non, mais j'ai entendu une autre date que 2031, je pensais que vous alliez la sortir, la bonne date. Allez-y, là.

• (18 h 10) •

Mme Guilbault : J'ai dit : Avant 2031. Il ne faut pas dire des choses qui, comment je pourrais dire... Il faut toujours aller à la réponse la plus sûre et la plus vraie : avant 2031.

Mme Rizqy : O.K. Trouvez-vous que... Trouvez-vous qu'un échéancier de 10 ans, pour refaire une priorité de la CAQ, c'est long?

Mme Guilbault : Bien là, je viens de dire : Avant 2031.

Mme Rizqy : Oui, mais vous venez de dire aussi : Il faut aller avec qu'est-ce qui est le plus sûr, donc...

Mme Guilbault : Puis, la tête des ponts, ça aurait pu être commencé avant qu'on arrive, on s'entend là-dessus, là.

Mme Rizqy : Oui, oui, mais, vous, vous l'avez promis, de le faire, en premier mandat, tu sais, vous avez des grosses promesses, là.

Mme Guilbault : Donc, vous, vous ne trouviez pas ça important?

Mme Rizqy : Bien, nous, on trouvait ça important, mais on est davantage réalistes dans nos promesses.

Mme Guilbault : Bien, ça ne paraît pas, tu sais, ça ne paraît pas, là.

Mme Rizqy : Parce que, si vous promettez de respecter un échéancier à une date beaucoup plus rapprochée, vous dites aux gens qui votent pour vous : Nous, on va le faire, puis, je vais reprendre le slogan, *faire plus, faire mieux*. Puis, vous le connaissez, hein?

Mme Guilbault : *Maintenant*, c'était *Maintenant*, notre slogan de campagne.

Mme Rizqy : *Maintenant*. Mais là, le «maintenant» est rendu 2031, tu sais, c'est long longtemps, là.

Mme Guilbault : J'ai dit : Avant 2031, je l'ai dit plein de fois : Avant 2031.

Mme Rizqy : Mais vous n'êtes pas capable de nous dire avec certitude.

Mme Guilbault : Mais, tu sais, avant qu'on arrive, là, vous n'aviez rien fait dans le troisième lien, pas de financement pour le tramway, rien de la tête des ponts. À un moment donné, on ne peut pas venir ici, deux ans après, dire : Ça n'a donc bien pas de bon sens, qu'il n'y a rien qui a été fait avant nous.

La Présidente (Mme Boutin) : Mesdames, une petite respiration, on prend le temps d'écouter l'autre, là, sinon c'est désagréable pour tout le monde. On a presque fini, il reste 4 min 25 s, on va y arriver.

Mme Rizqy : Non, mais c'est juste que c'est quand même particulier, des fois, quand j'écoute la ministre. C'est que la CAQ est arrivée au pouvoir, puis la ville de Québec a été érigée à ce moment-là, puis tout a été construit grâce à la CAQ, puis qu'on est rendus au Caquistan, là, c'est quand même assez incroyable. Mais il y a quand même plusieurs choses qui ont été faites, puis, le troisième lien, c'est juste qu'il y avait un échéancier plus réaliste selon nous, et non par rapport à vous. C'est comme, par exemple, là, là je vais juste terminer, donc, tête des ponts, on ne s'engage pas. Parce qu'il faut que je termine en quatre minutes, ouf, rapidement.

Alors, je vais aller sur un autre enjeu que vous n'allez pas aimer — parce que vous allez dire : Oui, mais là, les libéraux, na, na, na, je la connais, la réponse, là, inquiétez-vous pas, puis vous pouvez le dire, si ça vous fait du bien, allez-y, moi, j'aime ça, les gens, qu'ils puissent s'épanouir en disant tout ce qu'ils pensent — par contre, pour les mamans et les papas du Québec, question très sérieuse.

Vous les avez vus comme moi devant le parlement. Je ne me rappelle pas, puis peut-être parce que je suis trop jeune peut-être, mais je ne me rappelle pas d'avoir vu des femmes, plusieurs femmes manifester avec des poussettes, je ne me rappelle pas d'avoir vu ça. Et, ça, c'est un enjeu qui est quand même important, parce que c'était, oui, un engagement électoral de le faire au premier mandat, de livrer des places en garderie.

Ici, en ce moment, la Capitale-Nationale, la liste, elle ne s'est pas améliorée, elle s'est allongée. Ça, ici, est-ce que, vous, là, est-ce que vous allez y voir, vous, personnellement, de vous assurer que, finalement, on est peut-être capables de devancer puis de respecter votre engagement électoral? Puis je vous dis d'entrée de jeu, je le sais, que vous allez me sortir un 30 secondes de partisanerie, allez-y, mais, après ça, rappelez-vous que les parents, les parents, là, vous écoutent, il y en a là-dedans qui veulent retourner au travail et qui ne peuvent pas retourner au travail.

Mme Guilbault : C'est un enjeu. Je suis une utilisatrice des services de garde, là, je sais très bien de quoi on parle, et je sais très bien ce que c'est, que d'utiliser les services de garde tels que précédemment implantés par les précédents gouvernements, le guichet 0-5, etc. : tu dois inscrire ton enfant avant même d'être enceinte pour peut-être avoir une chance d'avoir une place, avant qu'il ait un an, pour retourner travailler. Je viens de le vivre coup sur coup, moi, pour deux enfants, ça fait que je sais très exactement ce que vivent ces parents-là, je sais à quel point ça peut gâcher ta vie, très concrètement, de ne pas avoir de place en garderie. C'est pour ça qu'on est là-dessus, Mme la Présidente.

Ce qu'on est... Le problème avec ça — puis là je ne veux pas prendre tout le temps qui reste, de la députée, là — le problème avec ça, là, c'est comme le reste, on est arrivés, plein de places qui avaient été annoncées, comme quand ils annonçaient des allongements d'autoroute, des ci, des ça, toute sorte d'affaires, mais, finalement, ça ne se faisait pas. Ça fait que, là, on est arrivés, on a dit : Voyons, les places annoncées?, mais ce n'était pas en branle, ce n'était pas avancé, ce n'était pas attaché. On était loin de pouvoir inscrire un enfant puis dire : Mon enfant va aller là, je vais aller travailler, là. Ça fait que le ministre de la Famille est en train de remettre ça sur le sens du monde, si vous me passez l'expression, puis de faire en sorte de passer de 17 étapes à neuf étapes pour être capables de créer des places en CPE, de remettre... de réorganiser un peu le réseau qui avait été un peu mené à la va comme je te pousse par de précédents ministres libéraux de la Famille, Tony Tomassi, pour ne pas les nommer... que c'était rendu : Donne-moi... Fais-moi un service, je vais te donner un permis. Tu sais, c'était désordonné, c'était chaotique. Le guichet 0-5, ça... ce n'est même pas...

Mme Rizqy : Je peux-tu poser ma question?

Mme Guilbault : Tout ça pour dire qu'on fait énormément de travail avec le ministre de la Famille pour que chaque parent, que ce soit dans la Capitale-Nationale ou au Québec, ait enfin une place pour pouvoir retourner travailler. Quand on parle du bien-être des familles, là, puis c'est notre principal souci, à la CAQ, là, le bien-être des

familles, on a aboli votre taxe famille, votre odieuse taxe famille, premièrement, là, une des premières choses qu'on a faites, et on va faire le maximum pour que tout le monde ait sa place.

La Présidente (Mme Boutin) : Il reste une minute.

Mme Rizqy : Mme la Présidente, est-ce que je peux poser ma...

La Présidente (Mme Boutin) : Oui, il reste une minute, allez-y.

Mme Rizqy : O.K. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Une chance que j'ai spécifié qu'on s'adressait aux mamans et aux papas qui ne peuvent pas, à l'heure actuelle, retourner travailler. Je le savais, je lui dis : Prends 15 secondes... Prenez 15 secondes pour faire votre partisanerie. Moi, je m'attendais qu'après ça on me réponde de façon très franche et de façon précise parce que les parents attendent, finalement, ça a été un déversement de partisanerie.

Alors, voici quelques chiffres, je sais que je n'aurai pas de réponse, mais juste pour la gouverne de la ministre : en février 2019, là c'est la CAQ qui est au pouvoir, une annonce du ministre de la Famille pour dire qu'il va y avoir 1 155 places pour la Capitale-Nationale en deux ans, et là, il jure main sur le coeur. Savez-vous combien qu'il en a créé? 188. Alors, finalement, il n'a jamais été capable de livrer sa promesse. Alors, va comme je te pousse, je pense, ça s'adresse pas mal plus à vous autres qu'à nous autres.

La Présidente (Mme Boutin) : Merci beaucoup. Malheureusement, c'est tout le temps qu'on avait. Je vais parler très vite parce qu'il faut qu'on vote quand même.

Adoption des crédits

Alors, le temps alloué au volet Capitale-Nationale des crédits budgétaires Sécurité publique étant presque écoulé, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de ces crédits. Alors, pour les crédits du programme 7 intitulé Promotion et développement de la Capitale-Nationale, M. le secrétaire, veuillez procéder à l'appel nominal, s'il vous plaît.

Le Secrétaire : Pour, contre, abstention. Pour les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement, M. Lévesque (Chauveau)?

M. Lévesque (Chauveau) : Pour.

Le Secrétaire : Pour les membres de l'opposition officielle, Mme Rizqy (Saint-Laurent)?

Mme Rizqy : Contre.

Le Secrétaire : M. Bérubé (Matane-Matapédia)?

M. Bérubé : Contre.

Documents déposés

La Présidente (Mme Boutin) : Merci. En terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition.

Compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux au mercredi 5 mai à 14 h 30, où elle entreprendra l'étude du volet Habitation des crédits budgétaires, portefeuille Affaires municipales et Habitation. Merci beaucoup, je vous souhaite une excellente soirée.

(Fin de la séance à 18 h 16)